

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 13 MAI
n°184 1,50F

Belgique : 15 F
Commission Paritaire N° 56942

COUPE D'EUROPE

**St Etienne
Vaincu
par 1/0**

VOIR NOTRE REPORTAGE
p. 6 «LA FIÈVRE VERTE
A SAINT ÉTIENNE»

Bourgogne-
Électronique

**Débrayage à
l'usine pour
imposer la
réintégration
des 23 !**

Hier matin, il était 5 H :
les 23 distribuèrent aux
ouvrières de B-E un tract
les appelant à débrayer à
9 H.

En effet, la semaine
passée, une certaine hésitation sur la tactique à
adopter avait laissé les
ouvrières sans perspectives
claires. Mais lundi,
après une semaine de
débat, la situation était
plus nette : la lutte sera
effectivement une lutte
longue où l'on se battra
sur trois plans : sur le plan
juridique, sur le plan de la
mobilisation à l'intérieur
et à l'extérieur de l'usine ;
les deux derniers points
étant bien les plus importants. En effet, si on ne
maintient pas la mobilisation
qu'il y a dans les
ateliers depuis la reprise
du boulot, par des actions
montrant la force et l'unité
des femmes, petit à petit
leur détermination retombera. Pour cette raison, les
23, soutenus par la CFDT,
ont décidé de passer à
l'offensive.

Hier matin, donc, à 9 H,
trois cents personnes
environ ont accompagné les
23 qui portaient à Mallot
leur lettre remettant en
cause le motif de licenciement.

Suite page 5

13 mai à l'appel des Confédérations

DES JOURNEES DEJA VUES...

**Les travailleurs veulent autre
chose**

Encore une... Le cycle
des journées d'action
confédérales n'aura-t-il
jamais de fin ? Celle
d'aujourd'hui avec celle
du 6 sont, paraît-il, le
prolongement de la puissante
démonstration du
premier mai. Le projet
des directions confédérales
se déroule apparemment
de façon harmonieuse : 1-6-13 mai...
Apparemment seulement,
car les travailleurs
commencent à en
avoir assez de ces journées
d'inaction. Certaines
sections syndicales
n'ont même pas distribué
les tracts d'appel.

Temps fort dans l'action ?
Point de convergence
des luttes ? Les
travailleurs en ont vu de
ces journées sans lendemain
où ils gaspillent leurs forces.
Car enfin, quel bilan tirer de
ces journées. En quoi ont-elles
permis de développer l'action
de masse ? En quoi ont-elles
contribué à durcir le rapport
de force contre la classe
capitaliste ?

A l'heure où le chômage
s'aggrave, où les fer-



metures d'usine se multiplient, où une intense
campagne de répression
frappe ceux qui luttent,
tout ce qui est proposé
aux travailleurs c'est, à
l'aide de journées comme
celle du 13, faire sauter
les «blocs systémiques
du gouvernement et du patronat... en
matière de négociations».

On nous parle de convergence
à propos du 13 mai. Mais, quelle
convergence ? S'il s'agit de
démontrer que beaucoup
de travailleurs se retrouvent
ponctuellement pour s'entendre
dire que la solution à leurs
problèmes, c'est la victoire de
l'«union de la gauche», alors
oui, ces journées ont un sens
pour les tenants du programme
commun actuellement à la tête
de nos syndicats.

Toute autre est la volonté
qui s'affirme un peu partout
aujourd'hui chez les
travailleurs de faire
effectivement converger
les luttes, d'unir autour
des boîtes en grève tous
ceux qui refusent de
payer la crise. Convergence
des luttes, oui ! Mais pour
un combat uni et résolu.

Les travailleurs participeront
à ces journées parce que
l'occasion vaut toujours de
montrer son mécontentement
face à ce régime de misère.
Mais, ils en profiteront
pour rechercher les moyens
de construire cette nécessaire
offensive pour la satisfaction
de leurs revendications
et pour lever les obstacles
posés par les directions
confédérales.

Gérard PRIVAT

Scandale pétrolier

**Face aux menaces
de Lecanuet**

**LE JUGE
CECCALDI REFUSE
SA MUTATION**

Étienne Ceccaldi, Substitut au Tribunal de
Marseille refuse sa mutation dans le Nord. Lecanuet a
même eu l'audace de montrer à la télévision la liste
des desiderata de Ceccaldi. Le poste d'Hazebrouck
figurait parmi plus de quatre vingt autres répartis
sur le territoire national. Ceccaldi qui était inscrit
sur la liste normale d'aptitude a été nommé à un
poste qui figurait sur la «liste supplémentaire de
repêchage». Il apparaît donc bien que cette
mutation subite a pour but de l'éloigner de
Marseille et de lui retirer le dossier explosif qui est
entre ses mains.

Le délégué régional du
Syndicat de la Magistrature,
Louis Bartolomei, a déclaré :
«C'est une véritable sanction.
M. Ceccaldi a fait l'objet de
pressions inadmissibles qui
portent une atteinte considérable
à l'indépendance de la
Magistrature, j'invite M. Ceccaldi
à refuser cette promotion, qui
constitue une véritable sanction
disciplinaire. Nous entendons,
à cette occasion, porter sur la
place publique les vrais problèmes
car nous sommes, en ce moment,
l'objet de pressions inadmissibles».

Étienne Ceccaldi, de son côté
«ne s'attendait pas à

une décision aussi brutale». La
mutation d'Étienne Ceccaldi
est le signe de la volonté
de Lecanuet de reprendre
en main le Tribunal de
Commerce de Marseille
et de démanteler une section
financière trop regardante.

En effet, cette section a
abattu depuis six ans, un
travail considérable : diverses
fraudes fiscales, la faillite
d'une société (Coder), le
scandale immobilier de
l'Habitat Coopératif ont
été révélés. Depuis 1973, la
section financière a instruit
un volumineux dossier sur
les pétroliers : il remplit
deux armoires.

Suite page 6

**Notre nouvelle
enquête**

**A QUELLE
ENSEIGNE
SOMMES-NOUS
LOGÉS ?**

Voir page 2

**MENACÉS DE
5 ANS
DE PRISON**

**Pour avoir soutenu
la grève d'Inno-
Montparnasse !**

Voir page 4

ENQUÊTE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES NOUS LOGES

La crise du logement, comment la nier ! Même le gouvernement doit admettre son existence, mais c'est pour dire que les choses vont en s'améliorant, que les taudis cèdent la place à des logements modernes et confortables. Il est temps de rétablir la vérité. Des centaines de milliers d'entre nous vivent encore dans des logements vétustes et insalubres : corons, courées, vieux immeubles de rapport. Quant aux logements neufs, correspondent-ils à nos besoins ? En réalité, vétustes ou modernes, les logements que nous habitons ne nous permettent même pas de reconstituer nos forces dans de bonnes conditions, bien que nous devions payer très cher le droit d'y être. Vous êtes locataires d'un logement neuf ou ancien, ouvrier du bâtiment, travailleur de l'architecture, vous avez été escroqués par une agence, vous avez été témoin d'une opération de rénovation, vous avez participé à une lutte sur la question du logement...

Ecrivez nous, c'est en réunissant vos témoignages que nous ferons le procès des conditions de logement du peuple. Envoyez nous vos témoignages pour que ces pages sur le logement dont nous commençons aujourd'hui la publication soient un acte d'accusation du capitalisme et qu'elles éclairent les luttes futures sur ce front.

Après huit heures et plus d'un travail épuisant, après les heures passées dans les transports en commun, ou dans les embouteillages, après les achats indispensables au pas de course dans le supermarché du quartier, c'est avec soulagement qu'on pousse la porte de son appartement. Enfin quelques heures de repos, de calme, une courte parenthèse entre deux journées de travail, un peu de temps pour s'occuper des enfants... Un lieu de repos, de détente et de réflexion, le cadre d'une vie familiale détendue, au cœur d'une cité animée, réseau de relations, c'est l'image de l'appartement que nous aimerions avoir. Entre cette image et la réalité, il y a une distance considérable.

Ce n'est certainement pas le repos espéré qui attend les travailleurs. A peine rentrés, épuisés par les cadences, en fait de calme, c'est l'ambiance bruyante des immeubles qu'ils retrouvent. Dans les logements, dépourvus d'isolation acoustique, entassés dans 10, 15, 20 étages, souvent sans même d'aires de jeux, les enfants qui jouent dans les escaliers, les

discussions animées des voisins, la télévision de l'appartement d'à côté, tout devient insupportable.

C'est aussi le chauffage qui ne marche pas ou mal, et ça dure plusieurs mois, sans que la direction des HLM ne fasse rien. Tout cela n'empêche pas le loyer d'augmenter régulièrement, et les charges de suivre une escalade vertigineuse. Alors, on ne peut pas dire qu'on peut se reposer correctement dans de telles conditions, au contraire ! Les conditions de logement sont source de nouvelles tensions et de fatigues supplémentaires, et la vie familiale s'en ressent, les enfants ou le conjoint font les frais de l'énervement. Les enfants sont bruyants, mais comment peuvent-ils exprimer dans des pièces minuscules leur exubérance et leur joie de vivre ? Souvent on se rabat sur la télé, un pis-aller qui accentue l'isolement mais la plupart du temps l'émission est insipide, le film stupide.

Ainsi, même dans notre appartement, nous n'échappons pas à l'oppression que fait peser sur les travailleurs

la classe dirigeante. Et c'est presque un « privilège » d'avoir le confort minimum, car combien d'entre nous vivent dans des logements d'un autre siècle, insalubres, sans hygiène, ou minuscules.

VOISINS ET INCONNUS

Cette situation ne transparaît pas dans les statistiques sur le logement établies par la bourgeoisie. Les experts ont fixé des normes rigides pour l'insalubrité et le surpeuplement qui leur permettent d'affirmer que la situation s'améliore d'année en année. Mais ces normes qui marquent en fait le seuil du cauchemar cachent la réalité.

Même si elle obéit toujours aux mêmes lois, la crise du logement ne se limite plus aux aspects qu'en décrivait Engels. La crise du logement ce n'est plus seulement les mauvaises conditions d'habitation, le surpeuplement, l'augmentation des loyers, les expulsions. Ni même la dégradation rapide des logements neufs, l'humidité, la

sonorité des appartements. C'est aussi une architecture écrasante, une conception et une disposition de la cité, des immeubles et des appartements qui créent l'isolement, appauvrissent les rapports entre habitants. On peut être voisin de palier et ne pas échanger deux phrases en une année parce qu'on ne se rencontre jamais, qu'on n'a pas les mêmes horaires. Tout concourt à atomiser la classe ouvrière : comment lier connaissance avec ses voisins dans un immeuble moderne, quand on arrive fourbu du travail, que la seule distraction c'est la télévision qui nous tient enfermé. Allez discuter dans un ascenseur ! Le voisin c'est bien souvent le gêneur, dont on ne sait rien sinon qu'il fait du bruit.

LE SENTIMENT D'ÊTRE SEULS

Ces lieux de rencontre privilégiés qu'étaient autrefois les rues marchandes des quartiers populaires où tout le monde se connaissait, et connaissait les problèmes et les difficultés des autres, ont été remplacés par des boulevards livrés aux automobiles ou des centres commerciaux gigantesques.

C'est tout cela qui se traduit par l'ennui et même la dépression face aux difficultés qu'on a l'impression d'être seuls à affronter, d'autant que la vision du monde que nous imposent la radio et la télé n'a rien à voir avec notre vie quotidienne.

DES LUTTES PORTEUSES D'AVENIR

Cette façon d'entasser les travailleurs comme des anchois en boîte est de plus en plus ressentie comme intolérable. Le logement moderne et tout confort, présenté comme l'idéal à atteindre au prix d'un travail acharné apparaît désormais à un nombre croissant de travailleurs comme un piège, un mirage sans rapport avec la réalité vécue. Certes ce rejet des conditions de

logement actuelles ne s'est pas encore transformé en révolte générale, mais en de nombreux endroits des luttes se mènent sur des questions touchant au logement.

L'intérêt de ces luttes dépasse les objectifs limités qu'elles se sont fixées. Quand des locataires élaborent une plate-forme revendicative, signent une pétition pour exiger la non

augmentation des charges, des réparations... ils ouvrent déjà une première brèche dans la muraille qui les isole. Au cours de ces luttes des liens se créent, on s'aperçoit que ses propres problèmes, sont aussi ceux des autres locataires, qu'ils connaissent la même exploitation à l'usine. En luttant ensemble contre l'administration, les HLM, le propriétaire... on prend conscience de la

possibilité de transformer les choses et de la force de la lutte et de l'unité. De telles luttes permettent non seulement d'obtenir des succès sur le front du logement mais encore, elles permettent de tisser de nouveaux liens, d'ébaucher des rapports différents, des rapports de solidarité entre travailleurs habitant un même quartier, qui auparavant s'ignoraient.

LA PERSISTANCE DE LA CRISE TRADITIONNELLE

LE SURPEUPLEMENT (Deux personnes ou plus par pièce habitable).

- 21,7% de logements surpeuplés soit 3,5 millions
- 31% chez les ouvriers
- 9% chez les cadres supérieurs ou professions libérales.
- 39,5% chez les jeunes ménages
- 17,9% chez les ménages dont le chef a entre 50 et 60 ans.

LA COHABITATION (Logements abritant plusieurs familles).

334 000 logements soit plus de 2 millions de personnes (1)

LOGEMENTS PRECAIRES (2)	NOMBRE DE CAS	NOMBRE DE PERSONNES
Hôtels, pensions de famille, garnis	284 700.....	445 740
Autres chambres meublées.	167 040.....	254 520
Habitations de fortune	53 080.....	164 740
Constructions provisoires ..	83 300.....	294 620
TOTAL	588 120	1 160 020

ÉLÉMENTS DE CONFORT EN FRANCE

- 26,3% des logements n'ont pas l'eau courante ou n'ont que l'eau courante sans autre installation sanitaire.
- 39% des logements sont classés inconfortables selon les normes officielles.
- 27,5 % des logements seulement ont WC, baignoire, chauffage central.
- 58,7 % des logements ont été construits avant 1949.

(1) Sources Enquête logement 73 INSEE

(2) Sources Recensement de 68.



La Cité Mistral à Grenoble



POLITIQUE

Les égouts de Marseille

UN SCANDALE DONT NE PARLE PAS MONSIEUR DEFERRE

LA PROTECTION DE LA NATURE AU CONSEIL DES MINISTRES.

«Pour la première fois, la pollution a diminué en France. Le gouvernement doit poursuivre hardiment la politique de protection des trois éléments : l'eau, l'air et la terre».

L'auto-satisfaction giscardienne s'est une nouvelle fois étalée lors du dernier conseil des ministres qui a traité de la «protection de la nature».

La pollution de la Méditerranée a atteint au cours de ces dernières années des proportions graves, au point qu'une commission parlementaire a été nommée en 74 pour étudier le problème, et tenter de calmer les inquiétudes des pêcheurs et de tous ceux que la situation préoccupe. Mais malgré le constat de gravité de la situation dressé par cette commission d'enquête, la situation continue de s'aggraver. Chaque jour 4 millions 700 000 mètres cubes de rejets domestiques et industriels sont déversés sur les rivages français de la Méditerranée. 77 % de ces rejets ne sont pas traités. On a beaucoup parlé des boues rouges déversées par la firme italienne Montedison au large de la Corse, mais pour être la plus spectaculaire, cette pollution n'est pas la plus dangereuse. Il y a plus grave : l'intoxication du milieu marin par le déversement des égouts marseillais. Un scandale sur lequel Deferre le maire de Marseille d'ordinaire très bavard, est singulièrement muet.

Six égouts se jettent dans la rade de Marseille.

A l'Estaque : PUK rejette

Le «Ministre de la Qualité de la vie» a souligné les «résultats obtenus sur le plan international dans la lutte contre la pollution des mers». On sait que ces résultats se limitent à la signature d'un traité. Traité que devait ignorer le capitaine de l'Olympic Bravery, pétrolier qui s'est échoué sur l'île d'Ouessant.

200 mètres cubes par heure de résidus contenant du chlore et du soufre.

L'égout particulier de la cimenterie de l'Estaque crache 19 mètres cubes par heure de liquide très toxique contenant de la chaux.

Malgré son nom poétique le ruisseau des Aigalades, n'est rien d'autre qu'un collecteur des eaux usées des quartiers Nord de Marseille. Les eaux de ce «ruisseau» sont tellement concentrées en produits chimiques divers que les compagnies maritimes ne veulent plus laisser leurs navires au quai près duquel il se déverse : en moins de 24 heures leurs coques sont décapées.

L'Huveaune, autre petite rivière transformée en égout draine rejets domestiques, détergents, pesticides, marcs de café Nestlé...

Au Sud du port de la Pointe Rouge, l'égout de Montredon déverse 50 mètres cubes par heure de rejets fortement chlorés en provenance de la Compagnie Française des Produits Tartriques.

Enfin dans le massif des Calanques débouche le grand collecteur des eaux domestiques de Marseille. Il déverse quotidiennement les eaux

Le «secrétaire d'Etat à l'Environnement» a annoncé un plan de 15 ans «destiné à restaurer les cours d'eau, les lacs et les étangs, et fait adopter le principe de la création en 1978 d'une agence de l'air destinée à participer techniquement et financièrement à la lutte contre la pollution atmosphérique».

Une nouvelle fois, le

usées d'un million de personnes : eaux de vaisselle, de lessive, très dangereuses à cause des détergents qu'elles contiennent (400 à 500 tonnes par jour), 1 million de litres d'urine, 400 tonnes de matière fécale, et les rejets de plusieurs industries (300 kg d'hydrocarbures, 45 000 kg de chlore, etc...).

Les conséquences sur le milieu marin sont catastrophiques, les fonds marins pollués s'étendent de plus en plus loin. Les posidonies, herbes sous-marines qui constituent de véritables prairies, source importante d'oxygène et qui servent de frayère à de nombreux poissons meurent progressivement. A terme, les côtes méditerranéennes sont menacées d'asphyxie.

QUE FAIT LA MUNICIPALITÉ ?

Deferre annonce un nouveau collecteur d'égouts, le collecteur des îles Frioul qui «rejettera les eaux usées à 300 mètres de profondeur et à 2 km au large sans pollution possible». C'est se moquer des gens, il faut faire 15 km au large pour trouver des fonds de 300 mètres de

gouvernement tente de nous abuser par de vagues promesses dont on a bien vu qu'elles ne changeaient rien à la pollution. On a vu récemment le gouvernement autoriser le déversement des boues jaunes en baie de Seine malgré les protestations des pêcheurs et alors même que le tribunal administratif l'avait interdit.

profondeur et que le déversement se fasse sur le littoral ou au large, ses conséquences sur le milieu marin seront les mêmes. La seule différence avec ce second collecteur qui aggravera la pollution c'est que ça sentira moins mauvais sur la plage chic du Prado.

Pour résoudre ce problème, il faudrait construire un système d'épuration traitant séparément les eaux domestiques et les eaux industrielles, il faudrait également que les usines cessent de rejeter des produits toxiques et traitent leurs propres rejets pour les recycler. La municipalité de Marseille n'a rien envisagé de semblable. Toutes ces solutions coûtent cher et le conseil municipal très lié aux industriels locaux, ne veut pas leur imposer de réglementation contraignante. Si le littoral est pollué, Deferre qui a son yacht personnel à la possibilité d'aller au large, laissant à d'autres les puanteurs des côtes.

Informations tirées d'un excellent document publié par les «Amis de la terre» de Marseille 7, Bd Nationale 13 001



VIE ET MORT DE L'HERBIER DE POSIDONIES : 1) un herbier florissant - ici l'herbier de Port-Cros. 2) Touffe de posidonies recouvertes d'un feutrage d'algues parasites après pollution - photo prise devant l'usine Naphtachimie - mais d'autres polluants produisent le même effet, les égouts en particuliers. 3) Ce qui reste après la mort des algues parasites et avant la disparition totale de l'herbier, si la source de pollution continue à agir.

Malgré les menaces de Lecanuet

Ceccaldi refuse sa mutation

Suite de la Une

Devant la réaction des magistrats, Lecanuet tempête et s'empare, tente d'émaler sommairement le Syndicat de la Magistrature au PS, de le présenter comme un outil docile. Il menace : «Je serais obligé de mettre M. Ceccaldi en demeure de prendre ses fonctions à Hazebrouck, faute de quoi je prendrai les sanctions nécessaires».

Ce que Lecanuet n'arrive pas à cacher, c'est la peur du régime devant les révélations qui mettent en cause une brochette de PDG et de hauts fonctionnaires. Affaire à suivre.

Pierre PUJOL

LA TVA SUR LA PRESSE

UNE ATTEINTE AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Le Conseil des Ministres d'hier a adopté un projet de loi d'aide à la presse pour normaliser l'aide de l'Etat dans ce domaine. Ce qu'on appelle l'aide à la presse, c'est l'ensemble des exonérations de TVA, des réductions sur les tarifs d'envoi postaux. L'ensemble de ces détaxations diverses représente 1,5 milliard de francs par an. En 1966, des exonérations de TVA ont été appliquées. Ce système désavantageant les journaux ayant peu ou pas de publicité, une aide exceptionnelle fut décrétée pour ceux-ci. Le système que le gouvernement veut mettre en place aujourd'hui a pour but d'assujettir l'ensemble de la presse à la TVA et de redistribuer l'aide de l'Etat différemment.

La table ronde qui a réuni récemment le gouvernement, la fédération de la presse, le Syndicat National de la Presse Quotidienne Régionale, a élaboré un nouveau projet qui avant tout nettement la presse régionale. C'est une TVA de 7 % qui sera appliquée à la presse quotidienne dont il faut ôter certaines réductions. Au total ce sera l'équivalent de 2,1 %. Pour

les hebdomadaires, la taxe sera de 3,5 % et croîtra jusqu'à 7 % en 1981.

Le résultat de ces mesures est grave, en particulier pour les «petits quotidiens» qui seront défavorisés et devront payer des millions de taxe mensuelle. Par contre les grands quotidiens régionaux, plus dociles politiquement, seront mieux aidés. Rossi a déclaré que ce projet ne voulait pas distinguer les différents journaux : «notre aide doit être automatique, voire aveugle !» a-t-il déclaré. Entendons-nous ! Les premiers visés seront les journaux d'extrême-gauche. Les hebdomadaires «aux reins fragiles», dont beaucoup s'opposent au pouvoir seront frappés. Certains mêmes auront du mal à survivre. Par ce projet «aveugle», le pouvoir vise la liberté de presse. Au moment où la répression se multiplie contre les grévistes, les syndicalistes, les appelés, les juges progressistes, cette attaque est un élément de plus dans la construction de la «société répressive avancée» telle que la rêve Giscard !

Berlin : la conférence introuvable

On se rappelle que la conférence des partis révisionnistes d'Europe devait se tenir l'an dernier. Elle a été remise de jour en jour, sans explications officielles. En fait, les divergences sont de plus en plus graves et empêchent encore aujourd'hui la tenue de cette réunion, qui devait avoir lieu à Berlin. Témoin cette interview gênée de Kanapa, dans le journal «l'Humanité» d'hier.

Le responsable révisionniste déclare en effet : «La

discussion se poursuit. Elle n'est pas simple, elle est parfois vive». C'est dire ! Le point essentiel que le PCF veut voir adopter par cette conférence concerne une position commune sur «les progrès de la détente et aussi les résistances, les obstacles que dressent sur ce chemin l'impérialisme, ses représentants politiques».

Derrière cette formulation, le PCF est surtout en désaccord avec le Parti soviétique sur les concessions à faire à

Giscard et sa politique extérieure. Il reproche en effet aux soviétiques d'être trop conciliants avec lui et de vouloir maintenir, en Europe, «un statu quo social».

A mesure que le temps passe, les divergences, plutôt que de s'aplanir, n'ont fait qu'augmenter. On se demande donc si la conférence de Berlin n'est pas, en définitive, la conférence introuvable.

P.L.

Les gérémiades de Bigeard

Dans le «Figaro» de mercredi, le général Bigeard-la-torture (en préliminaire au débat sur la défense au Parlement qui va avoir lieu la semaine prochaine) prend la défense de l'armée de conscription. Après s'être amèrement plaint des «conditions économiques», qui empêchent selon lui, le budget militaire d'augmenter comme il le voudrait, il donne, sur ce qu'il appelle «le problème capital» de l'armée, son sentiment : il faut, dit-il, un «réarmement moral». C'est

exactement ce que le fasciste Pétain a souhaité puis mis en œuvre en France, en 1940. Quant aux problèmes des appelés, Bigeard les nie avec une de ses plaisanteries grossières et fascistes dont il a le secret : les appelés sont, pour lui, «soit politiquement engagés, soit en mal de situation lucrative, de maman ou de fiancée».

Comme on le voit, au gouvernement, le niveau intellectuel et la finesse des arguments ne cessent de s'améliorer.

• MESURES POLICIERES DANS L'EST : A la suite de l'assassinat d'Ulrike Meinhoff par la torture propre allemande, police allemande et française multiplient les «mesures de sécurité». Ainsi, la ligne Paris-Strasbourg est constamment surveillée, ainsi que les trains au départ de Paris-Est. C'est Meinhof, ministre de la police allemande qui a obtenu le concours des policiers de Poniowski.

LUTTES OUVRIERES

5 ANS DE PRISON POUR SOUTIEN AUX GREVISTES D'INNO ?

La bourgeoisie vient encore de franchir une nouvelle étape dans la répression. Deux syndicalistes CFDT ont reçu hier, une lettre leur faisant savoir leur assignation, lundi, devant le tribunal de Grande Instance de Paris. Ce qui leur est reproché ? D'avoir soutenu les employés d'Inno Montparnasse, en octobre 1975, alors qu'ils menaient la lutte. Comme beaucoup de travailleurs clients, ils s'étaient rendus au magasin, avaient rempli leurs caddies de marchandise et étaient repartis sans rien acheter. Et ils risquent pour cela cinq ans maximum de prison ! Contre cette nouvelle attaque grave contre les travailleurs, la riposte s'impose : lundi, nous devons être avec ces camarades, au tribunal et empêcher toute condamnation !

En octobre 1975, le personnel d'Inno (Montparnasse) était en grève pour la revalorisation des salaires et les conditions de travail. Les syndicats CGT et CFDT du commerce sollicitaient le soutien de la clientèle au mouvement du personnel. Les clients remplissaient des caddies, passaient à la caisse et quand l'addition était faite, ils refusaient de payer en disant : « Nous sommes solidaires avec les grévistes ». L'une d'entre elles s'est débattue et est tombée sur le sol. Elles ont été brutalisées, injuriées en dépit des protestations énergiques des clients et d'une partie du personnel présent. Ce n'est qu'après avoir fait acte de violence, que les deux hommes se sont déclarés être de la police. Aujourd'hui, nos deux cama-

rades sont inculpés d'injures, de violence et de voies de fait contre eux. Elles risquent jusqu'à cinq ans de prison et des amendes. Cette répression mise en place par le gouvernement Giscard-Poncia-Chirac s'étend de jour en jour sur toutes les luttes. Il s'agit pour la police de briser la solidarité et l'unité qui se développent parmi les travailleurs, en installant un climat de peur qui les démobilise, pour casser les luttes.

A la FNAC, le service d'ordre intérieur a agressé le piquet de grève. A Paris Brune, la police est intervenue le 21 avril contre les grévistes, à Pâques aux foyers Sonacotra, la police a expulsé 16 travailleurs immigrés en lutte contre les hausses de loyer, l'interdiction de visite, de réunion et pour la liberté d'expression.

Une fois de plus le patronat et la police font preuve de leur collusion contre les travailleurs en lutte et ceux qui les soutiennent. C'est parce que nous savons que ce qui nous menace aujourd'hui menace l'ensemble des travailleurs, que nous appelons tous ceux qui se reconnaissent dans ce combat, à leur manifester leur solidarité, signant la pétition ci-jointe.

Tract d'appel au soutien téléphonique par une syndicaliste déferée devant le tribunal

SAVIEM : UN OUVRIER TUÉ LES TRAVAILLEURS MANIFESTENT

Le travailleur tué lundi à l'usine Saviem de Blainville sur Orne (Calvados), était un chauffeur d'une entreprise extérieure qui venait livrer des pièces. Il a été fauché, au moment où il montait dans sa cabine, par un camion qui effectuait des essais.

Depuis dix ans, les syndicats réclament qu'une piste spéciale soit construite de façon que les essais de camions neufs ne se fassent pas sur les voies où circulent également les camions de livraison et de nombreux travailleurs avec des engins de manutention. Cette revendication a toujours été refusée par la direction. D'autre part, la vitesse à l'intérieur de l'usine est limitée à 30 km. Or, pour faire des essais

valables, il est absolument nécessaire de dépasser cette vitesse. C'est dans ces conditions que se font les essais de camions neufs depuis toujours à la Saviem. Un jour ou l'autre, il devait arriver un « accident ». C'est donc de manière délibérée que la Saviem a assassiné ce travailleur.

Il y a quelques années, un ouvrier avait été écrasé parce qu'il devait, du fait du rythme très élevé du travail, faire des retouches de peintures sous les camions alors que la chaîne avançait.

Vers midi, lundi, alors que la nouvelle commençait à être largement connue dans l'usine, la colère grandissait et c'est plus de deux mille gars qui répondaient à l'appel

de débrayage lancé par les syndicats. La direction ayant interdit aux journalistes de rentrer dans l'usine, c'est à l'extérieur que les travailleurs sont allés manifester.

Devant cette colère, la direction a pris peur. Pour tenter d'escamoter sa totale responsabilité dans l'affaire, elle annonçait dès lundi soir, qu'un projet de piste d'essais serait rapidement mis en route. Comme le dit un syndicaliste : « C'est à chaque fois pareil, ils prennent des mesures quand il y a un mort, et surtout, quand ils sont obligés par les travailleurs ». Pour cet assassinat particulièrement révoltant, la Saviem doit rendre des comptes. Il faut refuser de faire les travaux dangereux sans sécurité.



LE PEUPLE AU QUOTIDIEN

«LES ROUTIERS SONT SYMPAS, LEURS PATRONS NE LE SONT PAS»

En général, mon travail commence à 4 heures du matin, 4 heures trente. Quand je dois aller à Paris, c'est encore pire, puisque je dois partir le soir, c'est à dire la veille. L'autre semaine, par exemple, j'ai fait deux voyages à Paris, un voyage en Allemagne et au passage, j'ai livré une tonne de papier à Colmar en Alsace. Avec les heures supplémentaires, les livraisons, ça me fait mes 70 heures par semaine.

Mais il n'y a pas que les heures de travail qui sont en cause. Dans mon camion, il n'y a pas de couchette : tu ne peux pas te reposer. Il a été acheté à la ferraille. Il faut que tu mettes de l'eau tous les 30 kilomètres ! Dans notre boulot, le patron nous incite sans arrêt à faire des heures en plus, mais quand on y regarde de plus près, on gagne encore moins qu'en usine où ils ne gagnent déjà pas beaucoup ! Les heures supplémentaires ne sont pas inscrites sur la feuille de paye.

Dans le transport, dès qu'on demande quelque chose, on est traité comme des chiens. Par exemple, les

fiches de paye, comme par hasard, sont compliquées, et on n'y comprend rien, on ne sait pas à combien s'élève le salaire fixe et on ne veut pas nous le dire.

On a un livret individuel de contrôle, les routiers. C'est en quelque sorte un carnet de bord avec un feuillet quotidien où tu dois noter tes heures de travail, tes heures de repos, tes heures d'attente, etc...

Mais les heures d'attente, (dont tu as bien besoin) sont grignotées : en général je dois souvent charger moi-même mon camion, alors que cela ne fait pas partie de ton boulot. Ce qui fait que tu dois te lever encore plus de bonne heure. En plus, il y a autre chose : normalement, tu ne dois pas rouler plus de quatre heures de suite mais ce n'est jamais appliqué. Ça m'est déjà arrivé de faire 800 kilomètres d'une seule traite pour aller à Toulouse. Tu vois un peu !

Et puis, tu n'as pas plus d'un jour de congé dans les faits, par semaine. Des semaines, tu n'as aucun jour de repos, cela dépend du travail.

Enfin, être routier, ça veut dire faire un travail dangereux : souvent, pour rentabiliser, les patrons mettent les camions en surcharge et cela peut arriver que les

freins ne répondent plus dans une descente : cela est déjà arrivé ! Voilà ce que veut dire être routier !

Propos recueillis par Corr. Besançon

LA ROCHELLE : 4000 MÉTALLOS, EN GRÈVE DEPUIS TROIS SEMAINES, DANS LA RUE !



Foyer Sonacotra - Bagnolet

Samedi 15 mai, à partir de 14 heures
Après-midi «Portes-Ouvertes»
au Foyer Sonacotra de Bagnolet
41, rue Robespierre

à l'initiative du Comité de Résidents du Foyer
- expositions sur les conditions de logement, sur la grève des loyers.
- pièce de théâtre.
- visite d'un étage.
- film et débat sur la lutte et les conditions de vie dans les Foyers Sonacotra, la répression, l'unité français-immigrés... etc...

Les comités de résidents des autres foyers de la région parisienne participeront à cette journée ainsi que de nombreuses délégations d'usines dont les Câbles de Lyon (Clichy, Gennevilliers...)...

Participez nombreux à cet après-midi «portes-ouvertes» !

Galeries Lafayette - Paris

Paris, le 10/05/76

La Section CFDT Galerie Lafayette Paris vient d'envoyer aux travailleurs de Réhault, en lutte contre les licenciements, une lettre de soutien et aussi une proposition de faire sur Paris une vente sauvage devant les Galeries Lafayette en signe de soutien et pouvant ainsi populariser plus fortement la lutte des «Réos».

Des contacts ont été pris avec la CFDT Samaritaine pour que cette initiative puisse se reproduire sur d'autres grands magasins tels que le Printemps, le BHV, la Samaritaine, etc...

Une proposition a été faite par la Section CFDT Galeries Lafayette de demander au Conseil du Syndicat que soit envoyé à tous les travailleurs en lutte contre les licenciements une motion de soutien.

Travailleurs de Paris, travailleurs de Bretagne ou d'ailleurs, donnons-nous les moyens de faire aboutir nos luttes.

Correspondance Commerce Paris

LUTTES OUVRIERES

**BOURGOGNE
ELECTRONIQUE
(Dijon)**

DEBRAYAGE A L'USINE POUR IMPOSER LA REINTEGRATION DES 23

Réunion mardi soir; après l'intertrust, les travailleurs licenciés de Bourgogne Electronique ont pris deux décisions très importantes dans la lutte pour la réintégration des 23...

La première de refuser de céder au chantage de la direction P.C.F. de la section syndicale CGT qui prétendait vouloir empêcher les 23 d'appeler leurs camarades au soutien le mercredi. Un tract est sorti dans la soirée, signé des travailleurs licenciés CGT-CFDT avec le soutien à l'unité syndicale sur la base de la lutte pour la réintégration.

La deuxième décision a été la rédaction d'un appel des travailleurs licenciés à créer des comités de soutien aux 23 et de lutter contre la répression.

SUITE DE LA UNE

Une prise de parole a suivi, dénonçant la politique répressive de la Thomson et était très applaudie. Toutes les femmes présentes ont alors signé le cahier de revendications exigeant que les 23 soient présents au C.E. et leur réintégration.

Le débrayage de mercredi n'est qu'un début. Le but de cette action était bien de donner un nouveau départ à la lutte et de

démontrer aux ouvrières, encore hésitantes, qu'il est possible de se battre contre la répression. Ce fait certaines d'entre elles ont repris confiance dans leurs capacités à lutter pour la réintégration.

Pour tous, il est clair que si on était trois cents hier, ce qui est positif, ce qu'il faut maintenant, c'est gagner la majorité.

Élargissons la lutte ! La Thomson cédera !

MAINTENANT, CE SONT LES OUVRIERES QUI FONT PEUR A MALLOT

A 9 H, trois ouvrières du contrôle sortaient du bâtiment C pour venir chercher les 23. Aussitôt, Mallot et Roy, un autre membre de la direction, ainsi que l'huissier se précipitaient hors de la loge des gardiens pour essayer de les impressionner et c'est Mallot qui a pris peur en voyant les trois femmes passer devant eux avec tant

d'assurance. Quand les trois cents sont venues l'entourer pour qu'il signe les lettres, il tremblait tellement que les 23 ont dû lui faire corriger la date qui était illisible. En fin de semaine, les ouvrières ont pris conscience que les parasites c'est la direction et que s'ils ne peuvent vivre sans nous, on peut bien se passer d'eux.

UNE INTER-TRUST MARQUÉE PAR L'HÉSITATION

Mardi, une Inter-trust CFDT se trouvait réunie à Dijon.

A l'issue de cette réunion, le communiqué suivant était publié : «Les sections syndicales CFDT des usines Thomson CSF et Filiales réunies en inter-syndicale à Dijon, condamnent sans appel la politique de répression syndicale pratiquée par la direction Thomson CSF dont Bourgogne-Electronique dépend, constate que toutes les démarches effectuées jusqu'à présent auprès de la direction générale Thomson CSF pour remettre en cause les 23 licenciements, sont restées sans effet. En conséquence, les sections syndicales considèrent la direction Thomson CSF non seulement complice de la direction de B-E, mais bien responsable au premier chef de la chasse aux sorcières pratiquée à LCC Dijon ; affirment qu'elles mettront tout en œuvre pour créer dans l'unité un rapport de force au niveau du trust imposant la réintégration de nos 23 camarades. Fait à Dijon, le 21 mai 1976».

De ce communiqué fort court, il ressort que cette inter-trust a été marquée par une certaine hésitation et par la volonté de contacter d'abord la CGT avant de

développer l'action, ce qui risque de reporter de quinze jours une action de soutien. Néanmoins, un certain nombre d'usines sont décidées à développer leur soutien localement.

SESCOSEM (St Égrève) RÉPRESSION DE L'ABSENTÉISME

A l'usine de la Sescossem, à Grenoble, le taux d'absentéisme oscille entre 25 et 33 %, à cause des conditions d'exploitation.

La production ayant connu une certaine pause, la direction s'accommodait bien entendu de cette forme particulière de chômage partiel.

Mais aujourd'hui, une certaine reprise semble s'amorcer, due, aux dires de la direction, à la volonté de stockage des acheteurs de composants dans la mesure où de sérieuses hausses de prix sont prévues dans ce secteur.

Aussi, la direction générale de Thomson a autorisé la réembauche et a pris des mesures pour réduire l'absentéisme des ouvrières et se débarrasser des ouvrières les plus anciennes dans l'usine. En effet, du fait du chômage, le personnel reste plus longtemps à l'usine alors qu'au-

Après 5 semaines de grève exemplaire du 15 mars au 16 avril, pour le refus des nouvelles classifications, pour obtenir des augmentations de salaires, pour le retour aux 40 H sans perte de salaire, la baisse des cadences et la 5^e semaine de congés payés, occupant massivement leur usine du début à la fin, en particulier les femmes et cela malgré le travail à la maison et le soin des enfants, les ouvrières et ouvrières de B.E. ont imposé au trust Thomson qui ne voulait rien céder, la satisfaction d'une partie des revendications environ 250 F d'augmentation dans l'année.

Aujourd'hui dépitée par son échec et voulant surtout réprimer toute la capacité d'initiative mise en œuvre dans la grève par les ouvrières et ouvrières (occupation permanente, redémarrage de la cantine, blocage du Mistral, etc...) la direction de Thomson au plus haut niveau et la chambre patronale de Dijon ont décidé de faire un exemple.

23 syndicalistes sont licenciés avec le motif : «faute lourde» afin qu'ils ne puissent toucher ni chômage, ni préavis, ni congés payés, avec l'assurance en plus de ne pas retrouver du travail sur Dijon.

Parmi eux, la plupart de la section syndicale CFDT : les 6 délégués élus et 12 militants particulièrement actifs. 2 délégués CGT et 3 militants. Parmi eux, 4 mères célibataires

paravant tout le personnel était quasiment renouvelé tous les 2-3 ans.

Dorénavant, une ouvrière, de retour de maladie, devra passer devant une sorte de tribunal médical composé d'un membre des services du personnel, du médecin, de l'assistance sociale et du responsable relations avec la sécurité sociale de l'entreprise qui statueront sur la validité de la maladie et pourront éventuellement faire sauter les avantages des accords de mensualisation, non compris les autres sanctions, avertissements, blâmes... et même les licenciements que la direction aura tout loisir de prononcer !

Les ouvrières ne l'entendent pas de cette oreille et la mobilisation se prépare face à cette nouvelle tentative de flicage des arrêts de travail.

Recueilli auprès d'ouvrières de la Sescossem

APPEL AU SOUTIEN DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS DE BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE

et un couple dont le mari et la femme travaillent à l'usine.

Le but est clair :

- étouffer toute lutte qui voit l'initiative des travailleurs largement s'exprimer, car en germe dans cette initiative, c'est toute la politique de crise du patronat qui est remise en cause ;

- faire des atteintes au droit de grève à B.E. en supprimant les libertés syndicales.

Les travailleurs de B.E. sont conscients que la répression qu'ils subissent n'est pas un fait isolé mais la politique d'ensemble de la bourgeoisie contre les travailleurs en lutte : licenciement du délégué syndical CGT aux Câbles de Lyon à Clichy, licenciements de délégués et de grévistes à Paris-Rhône Lyon, licenciement de la

section syndicale CFDT et de tous les éléments actifs à Hoover-Dijon sous couvert de licenciements économiques, expulsions de travailleurs en grève de loyer des foyers Sonacotra, etc...

Aussi les ouvrières et ouvrières de B.E., licenciés et non licenciés sont décidés à lutter le temps qu'il faudra pour imposer la réintégration des 23. Ils appellent :

**COMMENT
LA SOLIDARITÉ
FINANCIÈRE S'ORGANISE
DANS LES ATELIERS**
Au Tantale, plusieurs femmes ont décidé d'organiser une collecte d'œufs à la campagne, dans les villages où ils habitent pour venir en aide aux licenciés. Pour d'autres ateliers, les ouvrières prennent en main elles-mêmes le soutien financier.

• Les travailleurs des autres usines en lutte contre la répression

• Les travailleurs de Thomson eux aussi réprimés à Esswein par les CRS, à Vélizy, à Brandt, à Chauny, à Levallois, etc...

• Les personnalités progressistes attachées aux libertés démocratiques, etc...

à constituer des comités de soutien pour la réintégration des 23 et la défense des libertés syndicales et du droit de grève.

Comités, qui sous la direction des travailleurs de B.E., pourront populariser la lutte, soutenir toutes les initiatives qui seront prises par les B.E., soutenir financièrement afin d'assurer la subsistance des 23 jusqu'à leur réintégration.

Les travailleurs licenciés de B.E.



LE SOUTIEN A B.E. S'ORGANISE

Au lycée du Castel, à Dijon, un comité de soutien aux 23 licenciés de Bourgogne Electronique s'est mis en place à l'initiative d'un jeune lycéen dont les parents travaillent à B.E.. Une première réunion a eu lieu regroupant une vingtaine de lycéens décidés à soutenir les travailleurs de Bourgogne Electronique dans la lutte contre la répression.

THOMSON-BRANDT

Travaillant dans le même trust, connaissant la même politique d'exploitation, d'intransigence et de répression du trust, nous vous soutenons dans votre lutte pour vos revendications qui sont les mêmes que les nôtres et aujourd'hui dans la lutte que vous engagez contre la répression.

- A Lyon des camarades délégués de Paris Rhône viennent de recevoir contre l'avis de l'inspecteur du

QUI SOUTIENNENT-ILS ?

Alors que 275 travailleurs sont licenciés à Hoover dont toute la section CFDT, alors que 23 travailleurs sont licenciés à Bourgogne Electronique dont 7 délégués et une partie de la section syndicale CFDT, le tract des UD.CGT-CFDT appelant à la journée du 13 mai, trouve le moyen de ne pas parler un seul instant des 23 licenciés de Bourgogne Electronique et des 275 de Hoover, et de ne pas appeler à la lutte contre la répression patronale. Voilà le «soutien» des UD.CGT et CFDT. Les travailleurs jugeront.

travail le feu vert de Dura-four, ministre de l'exploitation.

- 176 ouvriers du Compresseur Frigorifique ont reçu leur lettre de licenciement pour fait de grève.

C'est directement contre la politique répressive de la bourgeoisie que vous avez à vous battre. Ce même combat nous devons le mener de notre côté.

La Thomson doit céder. Réintégration des 23 licenciés.

Vive la lutte des travailleurs de B.E. pour la section syndicale.

Le secrétaire
Le secrétaire adjoint

PREMIÈRE RIPOSTE DES SYNDIQUÉS CGT AUX MANŒUVRES DU P.C.F

Mardi, quelques membres du P.C.F., dirigeants du syndicat CGT de B-E, avaient décidé de ne pas appeler au débrayage sous le prétexte que les femmes avaient trop peur de la répression, qu'elles avaient déjà perdu suffisamment d'argent pendant cinq semaines de grève et qu'elles n'étaient donc pas prêtes à nous soutenir.

Mépriser les ouvrières à ce point leur aura valu d'être un peu plus déconsidérés par leurs syndiqués qui sont venus très nombreux pour soutenir les 23.

SPORTS

LA FIEVRE VERTE

L'ambiance hier après-midi à Saint-Étienne

«Allez les verts», «Allez les verts», mercredi après-midi à St Etienne, place Jean Jaurès dans le centre, des petits groupes de jeunes parcourent la place avec l'équipement complet du parfait supporter : trompette, tee-shirt vert, ruban vert dans les cheveux, drapeau de l'équipe, etc... A quelques heures de la coupe d'Europe, l'ambiance monte, les passants regardent d'un air amusé.

Dans la ville, beaucoup de voitures avec les rubans verts et le fanion de l'ASSE et quelques coups de klaxon. Pourtant, l'ambiance dans la journée est moins bruyante qu'à la veille du match Eindhoven, est-ce la lassitude ou le fait que la victoire n'est pas assurée cette fois-ci ?

La plupart des vitrines se sont mises au vert et affichent la photo de l'équipe, la direction des PTT n'a pas lésiné sur la dépense et a acheté des centaines de mètres de ruban vert pour décorer les guichets. Les postières se sont vues aussi gratifiées du ruban vert sur leurs blouses. Si la direction refuse les augmentations d'effectifs, elle a par contre eu les moyens d'offrir 5 voyages gratuits à Glasgow à 5 possesseurs du livret de caisse d'épargne, cette heureuse initiative, comme dit l'hebdo de St Etienne, donne bien le ton de toute la campagne d'intoxication qui est faite autour de la coupe. «On

sait bien que pendant ce temps-là on ne pense pas à autre chose et que ça arrange Durafour, mais on est pris dans l'ambiance», nous dit un jeune au tee-shirt vert.

Et les exemples ne manquent pas, de l'utilisation du foot à St Etienne pour essayer de faire croire que tout le monde : patrons et ouvriers sont comme unis dans un même «amour». A la SOMA, boîte de 2 000 ouvriers, de mécanique générale, le jour du match contre Kiev à St Etienne, le patron avait fermé la boîte l'après-midi pour que tout le monde puisse aller au match, patron et ouvriers. Mais il avait fait récupérer le samedi aux travailleurs ce qui n'a guère été apprécié. Le soir du match Eindhoven, il avait fait installer des télécouleurs dans les ateliers pour que les ouvriers puissent regarder le match... tout en continuant à travailler (ça se passera sûrement comme cela ce soir aussi).

Quant à la presse locale, elle participe aussi à l'entretien de la fièvre verte, toutes les éditions du Progrès, de La Dépêche, du Dauphiné sur St Etienne sont en vert bien sûr aujourd'hui. Après Europe et Radio Monte Carlo qui ont assiégé la ville. Mais toute cette ambiance soigneusement entretenue par la presse et la radio depuis un mois, n'a pas réussi à stopper les luttes.

Dans la région, elles sont nombreuses et hier encore, c'étaient les tramontots qui étaient en lutte.

ailleurs dans le privé) qui passe voir, systématiquement dans toutes les écoles, les professeurs de



«A St Etienne, tout le monde aime le foot, beaucoup en ont fait quand ils étaient jeunes et ça chauffe l'ambiance», nous raconte un supporter. Effectivement, les équipes sportives amateurs ne manquent pas et particulièrement dans le milieu scolaire : ceci est utilisé par Garonaire, l'agent recruteur de l'ASSE (promoteur immobilier par

gym pour recruter ses «espoirs». Il a d'ailleurs un réseau de recrutement sur toute la France et c'est ainsi qu'on peut voir des jeunes littéralement achetés à leur famille.

Aujourd'hui à St Etienne, la presse ne parle plus guère du supporter décapité par l'avion qui ramenait l'équipe de St Etienne d'Eindhoven ! Ça donnait

une image trop exacte de ce à quoi peut mener le sport tel qu'il est conçu aujourd'hui. Après que l'ASSE ait fait miroiter les dons qu'elle faisait à la veuve et à la famille du mort, la presse n'en a plus parlé pour étouffer l'affaire. Néanmoins, il apparaît de temps à autre dans l'Hebdo St Etienne, un journal de petites annonces et de publicités, des encarts comme ceci : «La FARL Kambleck et Cie (agence Citroën) s'engage à verser à la famille de M^r Bernard, la somme de 100 F sur toute voiture vendue ou bien «M^r X marchand de meubles a offert à la veuve de M^r Bernard, tel ou tel meuble». Tout est bon pour faire de l'argent.

«Vous n'avez pas votre tee-shirt vert ?», me demande un jeune supporter. C'est vrai que ce n'est pas donné. La coupe d'Europe a été l'occasion d'une véritable opération commerciale, tous les magasins se sont transformés en succursale des verts : tee-shirts verts à 45 F, blousons, bretelles vertes à 35 F, drapeaux à 35 F, badges, auto-collants, il y aura même des cassettes d'enregistrement du match pour la modique somme de 40 F. Les grands magasins Casino, Rallye, Manufrance ont tous ouvert des stands : «Allez les verts», vendant l'attirail du parfait supporter : des stocks ont été montés à Glasgow. Tout

ce commerce servira entre autres à remplir les caisses de l'ASSE qui touchera un fort pourcentage sur les ventes. Ce n'est pas Rocher, président de l'ASSE et PDG de la SFTB, boîte de bâtiment et de travaux publics, qui s'en plaindra. Plus on parle de son équipe à St Etienne, plus il obtient de contrats pour son entreprise. La municipalité, d'ailleurs, lui réserve ses chantiers de ponts et de travaux publics.

Durafour, maire de la ville, a offert dans un récent conseil municipal la modique somme de 60 millions à l'ASSE sur le dos des contribuables, tandis qu'il attribuait royalement 1 000 F au foyer de jeunes de St Etienne. Comme par hasard, la cote mobilière dans la ville vient d'augmenter de 40 %. Pendant que pour tout le beau monde de notables et PDG de St Etienne, chaque match est l'occasion de banquets et de réceptions payés par la municipalité.

Correspondant St Etienne

● **CHIRAC ET LES VERTS** : «Toute la France vous regarde. Nous sommes fiers de vous. Bon courage», c'est le texte du télégramme adressé par Chirac à l'équipe de St Etienne. Les sommets de la démagogie, du chauvinisme et de la débilite ont été atteints.

Répression sur le campus à Grenoble

Mardi après-midi, les étudiants ont fait un barrage sur le boulevard qui passe devant le campus en détournant la circulation et en distribuant des tracts à la population. Ils expliquaient ainsi pourquoi ils continuent la lutte. Ils voulaient mettre l'université et les moyens matériels dont elle dispose au service des luttes des travailleurs.

Hier après-midi, d'ailleurs, des ouvriers de Richier qui occupent leur usine sont venus sur le campus discuter avec les étudiants. Les flics sont intervenus au bout d'une heure, avec grenades et ont dispersé la barricade. Ils sont restés jusqu'à 2 H du matin sur le campus, lançant grenades lacrymogènes et offensives sur les étudiants et sur les fenêtres de la cité. Quatre étudiants ont été inculpés et un étudiant a été blessé par une grenade offensive.

Correspondant étudiant de Grenoble

Au PCF, un défilé de mode

Dans le dernier numéro de «France Nouvelle», hebdomadaire du PCF, Yvonne Quilès parle d'un magazine féminin qu'elle s'est «régalée à lire» ; il s'agit du numéro de «Cosmopolitan», où une journaliste avait fait l'expérience de demander à adhérer au PC, au PS, à l'UDR, etc... Cette journaliste écrivait, entre autres, à propos de la cellule où elle a été intégrée : «Mes camarades du PC étaient des filles ravissantes, en veste mexicaine, virtuose de l'ombre à paupière et connaissant leur credo mode jusqu'au bout des jeans». Et Mme Quilès, membre d'un parti qui se dit parfois «révolutionnaire» s'en félicite ! Mieux, alors qu'au PCF, la journaliste de «Cosmopolitan» fut intégrée sans enquête, elle dut répondre à un questionnaire au PS. Et Mme Quilès de se féliciter qu'on «entre au Parti Communiste comme dans un moulin» ! Décidément, le PCF c'est «ombre à paupière», point vert et compagnie...

en bref... en bref... en bref... en bref...

Après la mort suspecte d'abderrahim Laouchet, l'embarras du préfet de police

Chaix, le préfet de police de Lyon a tenté d'expliquer dans quelles circonstances était survenue la mort d'Abderrahim Laouchet le 16 février dernier. Il a tout essayé pour tenter de convaincre ceux qui s'interrogent que la police n'est pour rien dans la fracture du crâne du travailleur immigré. Il a dans la même journée réussi à faire trois déclarations différentes et contradictoires. On inculpe pour moins que ça des citoyens ordinaires.

Au «Progrès» Chaix déclarait d'abord : «M^r Laouchet a été victime d'une bagarre, peut être suivie de coups quelques instants avant sa découverte par les pompiers, ce qui expliquerait la fêlure du crâne».

Ce qui ne le gêne pas pour ajouter plus loin que Laouchet s'est affaibli et s'est blessé sous les yeux de plusieurs membres du personnel hospitalier.

A la «Dernière heure lyonnaise» il affirme : «M^r Laouchet avait bu plus que de raison dans un bar et s'étant pris de querelle avec des consommateurs, aurait été éjecté manu militari, et aurait heurté dans les secondes qui suivirent une voiture inconnue».

Ces déclarations contradictoires sont toutes contredites par le directeur de l'hôpital Edouard Herriot où est décédé Laouchet.

● **L'OBSESSION DE PONIATOWSKI** : Devant l'Assemblée Nationale, pourtant composée exclusivement de défenseurs du capitalisme (rénové ou non), Poniatowski, dans sa rage hebdomadaire a déclaré : «Certains ici apportent leur soutien à l'illégalité, au désordre et à la criminalité».

● **RENNES : DES Juges contre les pay-sans** : La Cour d'appel de Rennes vient encore d'aggraver les peines de prison contre huit agriculteurs condamnés en vertu de la loi anti-casseurs, à la suite de manifestations à Morlaix, en juillet 74. Ils ont été condamnés de dix à dix-huit mois de prison avec sursis. Rappelons qu'ils doivent d'autre part verser 65 000 F d'amendes. Une preuve de plus du caractère policier du régime.

REPAS CHEZ MITTERRAND : Le secrétaire du PS a reçu l'ambassadeur d'URSS à Paris. Ils ont, paraît-il, fait «un tour d'horizon des problèmes internationaux». Pour Mitterrand, il s'agit encore une fois de polir son image de futur chef d'Etat. Il n'y a pas si longtemps, il avait été reçu à l'ambassade US.

ITALIE

● Une nouvelle secousse, mardi soir, dans le Frioul, en Italie, a provoqué la panique de la population encore traumatisée par le drame qu'elle a vécu ces derniers jours. Cette secousse a provoqué de nouveaux dégâts et a fait de nouvelles victimes. Le danger aujourd'hui vient plus des risques d'épidémies ou de maladies que de nouvelles secousses sismiques. En effet, des dizaines de milliers de personnes sont privées d'abri, et d'eau potable. Un pompier serait déjà mort de la Typhoïde, et des vaccinations sont pratiquées maintenant massivement pour éviter une épidémie.

Aucune solution n'a encore été trouvée au problème du logement des 150 000 sans-abri. Pour l'instant, ils doivent se contenter de tentes.

INTERNATIONAL

Fin de la Conférence franco-africaine GISCARD CHERCHE DES CONTRATS

«Une grande initiative hardie et généreuse doit être prise pour l'Afrique et avec l'Afrique», a déclaré Giscard au cours de la Conférence franco-africaine qui vient de se terminer à Paris. Il a eu le front de s'adresser à des chefs d'Etat africains en leur disant : «Alors que l'Afrique recèle des ressources considérables, la misère et la faim subsistent dans certaines régions sahéliennes». Le Sahel, à l'Ouest de l'Afrique est une région où précisément les compagnies françaises s'enrichissent du pillage des ressources naturelles depuis des décennies tout en conduisant à la mort de régions entières : la famine pour les hommes et la progression du désert pour la nature. C'est là le résultat de toutes les entreprises «généreuses» passées de l'impérialisme français à l'égard de l'Afrique.

Aujourd'hui Giscard propose la création d'un fonds de solidarité doté d'importantes ressources. Ce sont les «Etats industriels qui ont des liens historiques avec l'Afrique, c'est-à-dire les anciens colonisateurs européens, France, Angleterre, Belgique, Portugal, auxquels pourraient se joindre les USA qui s'associeraient pour le fonder. La France pour sa part est prête à financer le fonds à 50 %. Ce fonds interviendrait cas par cas pour la sécheresse, ou pour aider un pays ne disposant pas d'ouverture sur la mer ; la mise en exploitation des ressources minières. Bien que n'étant encore qu'une proposition,

ce projet comporte toutes les caractéristiques de la politique française à l'égard du Tiers Monde en général et de l'Afrique en particulier.

L'impérialisme français veut se maintenir autant que possible malgré les coups de boutoir des grandes puissances USA et URSS jusque dans ses chasses autruches réservées. Mais à lui seul, il ne peut assurer l'effort financier nécessaire pour mettre en place un projet suffisamment ample pour contrecarrer efficacement les avancées américaines et soviétiques et conserver autant que possible ses liens privilégiés en Afrique.

LE TIERS MONDE ET LE REDEPLOIEMENT

En développant les prêts, les dons, les crédits (voir encart), en proposant un plan de grande ampleur, Giscard cherche toujours à exporter des capitaux dans le Tiers Monde. Mais en même temps, il offre aux pays africains une alliance entre les puissances «moyennes»

exercent dans certains domaines clés : la monnaie pour les USA, les transports des matières premières, les grosses multinationales.

Cependant, les revendications du Tiers Monde remettent en cause toute la politique impérialiste. Par exemple, la revendication des pays en voie de développement, que s'installent chez eux les industries de trans-

Décisions et propositions de la Conférence franco-africaine

En dehors du fonds de solidarité, Giscard a proposé :

- 1) un institut africano-européen pour l'aide à la promotion industrielle,
- 2) un fonds de solidarité en faveur des pays sans ouverture sur la mer a été créé, appliquant une décision prise à Bangui, l'an dernier,
- 3) la France, au même titre que la RFA participera au fonds africain pour le développement créé par l'Organisation de l'Unité Africaine,
- 4) de nouvelles possibilités d'interventions de la caisse centrale de coopération grâce à des emprunts garantis par le Trésor.

Cela constitue tout un ensemble de mesures qui montrent la volonté du gouvernement français d'investir à tout prix en Afrique notamment par le biais de «l'industrialisation» et du développement.

d'Europe et les pays africains qui repose sur le fait que les uns et les autres subissent à la fois les pressions des grandes puissances, et le monopole de fait qu'elles

formation des matières premières menace dans leur existence même les énormes entreprises comme Fos, Dunkerque, les raffineries de Basse-Seine et de l'Etang de Berre qui travaillent exclusivement des matières premières importées à bas prix du Tiers Monde.

Face à ce «défi» comme on le nomme dans certains ministères, les grands trusts soutenus par toute la machine gouvernementale cherchent à prendre en mains cette «industrialisation» et envisagent de plus en plus de projets dans les pays du Tiers Monde. Le «plan hardi et généreux» de Giscard revient à aider par les contrats d'Etat, les trusts dans leur entreprise vers le Tiers Monde, c'est ce qu'ils appellent le redéploiement, qui est à la fois un signe de faiblesse de l'impérialisme français et une tentative pour la surmonter.

G. GARRAT

PÉNURIE DE VIANDE EN URSS «La volonté de l'Etat d'élever le niveau de vie» (l'«Humanité»)

«Les pénuries de viande sont la conséquence directe de la volonté de l'Etat d'élever le niveau de vie de la population», écrit dans l'Humanité, Serge Leyrac, qui n'a pas peur des paradoxes. Si les Soviétiques n'ont plus suffisamment à manger, ce n'est pas parce que les récoltes sont désastreuses, que l'agriculture est en pleine faillite. C'est parce que l'Etat veut trop donner à tous, qu'il n'y a pas assez. Belle manière de justifier l'austérité et l'appauvrissement des masses soviétiques. Cet individu nous apprend par ailleurs qu'il convient de promouvoir le poisson car «la pêche soviétique progresse à pas de géant» : les chalutiers sont les plus grands pillards et se trouvent sur toutes les mers pêchant même à la dynamite au large du Sahara.

Le jeudi a été proclamé «jour du poisson», c'est-à-dire jour sans viande, dans un pays où les conditions géographiques et la tradition ne favorisent pas la consommation de poisson. C'est dans les républiques asiatiques, où vivent les peuples non-russes, que la mesure a commencé à être appliquée, il y a deux mois. Ce sont pourtant ces régions qui sont traditionnellement des pays d'élevage.

La cause de ces mesures est dans la crise qui continue à secouer l'agriculture soviétique : les mauvaises récoltes qui se succèdent régulièrement empêchent les paysans de nourrir le bétail. Cet hiver, sur les marchés «kolkhoziens», où les paysans ven-

dent directement leurs produits, on a trouvé beaucoup de veaux, signe que le fourrage disponible ne permettait pas d'élever les animaux jeunes, promesse de pénuries encore plus grandes à l'avenir.

La production de viande avait déjà baissé d'un million et demi de tonnes en 1975. Désormais, dans les cantines, les écoles, les restaurants, il n'y aura plus ni bœuf, ni veau, ni porc, ni mouton le jeudi. Les boucheries elles-mêmes ne vendront ce jour-là que des conserves.

Le «communisme du goulash» promis par Khrouchchev ferme boutique ! Sauf pour les nouveaux bourgeois, bien sûr.

Glasgow : une région durement touchée par la crise

C'est dans une région particulièrement touchée par la crise que va se jouer le match Bayern-Saint Etienne. Le chômage qui sévit en Grande-Bretagne touche durement l'Ecosse. Pour Glasgow, qui compte environ un million d'habitants, il y a près de 200 000 chômeurs.

La principale source d'emplois était représentée par les chantiers navals de la Clyde. Leurs patrons ayant annoncé leur liquidation, les ouvriers ont mené pendant les années 71-72, une longue grève avec occupation.

Ils étaient payés grâce à un superbe mouvement de solidarité internationale. Comme

moyen de pression, ils gardaient comme «trésor de guerre» un cargo qu'ils venaient d'achever. En 1972, ils acceptaient de livrer les navires qu'ils détenaient contre une soi-disant «solution industrielle» : la promesse d'une firme américaine de racheter une partie des chantiers.

Résultat : aujourd'hui, sur les 30 000 ouvriers des chantiers navals de la Clyde, il n'en reste plus que 5 000 !

Et la plupart n'ont pas pu retrouver d'emploi à Glasgow, où les seules industries qui se sont créées (Electronique) n'emploient que des femmes.

USA

VERS UN DUEL CARTER-REAGAN ?

Il est vrai que cela ne manquerait pas de sel : un planteur d'arachides au sourire éclatant disputant le siège de la Maison Blanche à un acteur de seconde zone ! Et pourtant c'est possible : aux dernières élections primaires, qui doivent désigner le candidat à la présidence de la République, Reagan a battu Ford, et il a jusqu'à présent réuni le plus grand nombre de mandats sur son nom.

Quant à Carter, il est en tête des candidats démocrates. Bien sûr, il vient de remporter un échec aux primaires du Nebraska. Mais sa première place ne semble pas pour l'instant menacée.

Les Etats Unis sont dans une belle situation quand les seuls qu'ils puissent désigner ont l'envergure d'un Ford, la hauteur d'un Reagan, ou l'éclat d'un Carter.



Le résultat de toutes les entreprises généreuses passées de l'impérialisme

Espagne

UN APPEL DU PIED A L'OPPOSITION

Le comte de Motico, ministre des affaires étrangères du gouvernement fasciste de Juan Carlos vient de faire un nouvel appel du pied à l'opposition démocratique, en relançant le thème d'un «pacte national», «seul chemin pour aller d'un régime autoritaire à la coexistence démocratique». Venant après l'entretien entre Gil Robles et Juan Carlos, cet appel montre bien l'isolement du régime, l'échec de sa politique et sa situation inextricable ; car le chemin qui est allé de Vitoria au premier Mai a clairement montré aux peuples d'Espagne qu'il n'y a pas plus de changement entre Franco et Juan Carlos qu'entre Salazar et Caetano au Portugal.

C'est pourquoi, la propo-

sition d'Areliza, comte de Motico a été assez fraîchement accueillie par l'opposition, qui y voit une nouvelle et grossière manœuvre de division. Car dans la logique des fascistes au pouvoir, il va de soi que cette proposition ne s'adresse qu'aux «personnalités respectables» de l'opposition ! C'est sans doute ce critère de respectabilité qui fait que l'économiste Tamames et le cinéaste Bardem viennent d'être libérés, tandis que les 4 membres de la Coordination Démocratique, arrêtés début avril attendent, à la prison de Carabanchel l'ouverture d'un procès où le Tribunal d'Ordre Public pourrait demander des peines allant jusqu'à 30 ans de prison...

● **ITALIE : LES EVÊQUES ONT VOTÉ :** Dans une note les évêques italiens appellent à ne pas voter pour le PCI. Selon la note, ils céderaient aux requêtes instantes de leurs ouailles pour qu'ils expriment publiquement leur désaccord. C'est un véritable tir de barrage que la démocratie chrétienne a essayé ainsi de déclencher, pour empêcher le glissement de voix vers le PCI. Les démocrates chrétiens au pouvoir depuis la guerre jouent leur majorité sur quelques centaines de milliers de voix. Cette attaque donne une idée de la vigueur que la campagne électorale va pouvoir prendre.

● **Malgré la demande des avocats d'Andréas Baader et de Gundrun Ensslin d'interrompre le procès pendant 10 jours, la cour a repris le procès mardi. Après le procès, une manifestation s'est déroulée vers le centre de Stuttgart et à Berlin-Ouest, des manifestants se sont heurtés à la police.**

RECTIFICATIF : Dans la 2ème partie de notre entretien avec les commissions ouvrières de Navarre, une rédaction fort maladroite fait dire à une camarade que le MC et le PTE ne jouent pas un grand rôle en Euskadi. Il faut comprendre, que, selon elle, ils n'occupent pas une position déterminante dans la coordination démocratique.

INTERNATIONAL

Le Portugal à la télévision

L'ESPOIR ET LA CHUTE

Hier soir, aux «Dossiers de l'Écran», sur Antenne 2, soirée Portugal. Avec le film «Viva Portugal» et un débat en direct entre les dirigeants des principaux partis portugais.

Le film d'abord. Il retrace, du renversement du régime fasciste, le 25 avril 1974, jusqu'au printemps 1975, quatorze mois de naissance d'un espoir. C'est, dès que les militaires du Mouvement des Forces Armées renversent Caetano, les foules dans la rue, les chasseurs d'hommes de la police politique, la PIDE, à leur tour pourchassés dans la rue. Encore timide au début - ces marins qui se cachent pour filmer la mobilisation populaire s'affirme - l'immense vague qui déferle le premier mai ouvre la voie aux manifestations qui forceront à la libération immédiate des prisonniers politiques ; à celles, réprimées par la police à cheval, qui exigent la fin immédiate de la guerre coloniale, affirment même le soutien à la lutte des peuples des colonies.

Au fur et à mesure que le processus se développe, Spínola, à deux reprises, se heurte à la mobilisation populaire : ce sont les barrages mis en place par le peuple de Lisbonne, le 28 septembre, pour barrer la route à la «majorité silencieuse». C'est l'extraordinaire scène, filmée en direct par la télévision portugaise, des parachutistes lancés contre le «régiment rouge» d'artillerie, et qui se rallient aux cris de : «vive le MFA».

Mais surtout, ce qui frappe, c'est comment, dans cette période, le peuple reprend la parole, se saisit de l'action. Scènes inoubliables : ce paysan du nord qui, pour la première fois de sa vie, se saisit d'un micro, décrit rudement sa vie de misère, proclame «maintenant, pour la première fois, nous pouvons parler» ; ces ouvriers agricoles du sud qui plantent vigoureusement les piquets délimitant le domaine que, désormais, ils occupent ; et, le poing brandi : «La terre à ceux qui la travaillent !». Ce sont les employés de banque qui contrôlent les manœuvres du patron, le grand fasciste Espirito Santo, les gens d'Aveiras da Cima qui occupent la quinta, la grande maison, où ils organisent une clinique. Et une femme de proclamer, concluant le film : «C'est juste que ce soit à nous».

Quel contraste avec le

débat qui suit. Ne parlons pas de la haine anti-populaire d'un Joseph Pasteur, pour qui seule semble compter la baisse des exportations de tomates - s'il n'en a pas parlé trois fois, c'est qu'il en a parlé quatre ! Mais ces politiciens bourgeois, qui se disputent sur la meilleure austérité à mettre en œuvre, sur les combinaisons parlementaires qu'ils vont pouvoir mettre en place ! Dans le genre, Soarès, soucieux avant tout de préserver son électorat, est un véritable prototype. Du fasciste Freitas do Amaral, avec qui Pasteur s'entend si bien, au révisionniste Cunhal, rien qui, chez ceux-là, reflète le moins du monde la chaude réalité populaire montrée auparavant.

Le débat, finalement, jette la lumière sur la faiblesse même du film : comment ces gens-là peuvent-ils aujourd'hui, après tout ce qui s'est passé, décider du sort de ce pays ? On dira que, au printemps 75, on n'en était pas là. Mais justement, dans la mobilisation populaire qui nous est montrée, la question des tentatives de mise en place d'un capitalisme d'Etat par le PCCP n'est pas montrée. Mais l'inconséquence de ces militaires «progressistes» ne fait pas question pour les auteurs du film. Dans ces deux facteurs, pourtant bien présents au moment du tournage, réside

Arithmétique électorale

Au cours du débat qui a suivi la projection de «Viva Portugal», la position des différents partis concernant l'avenir gouvernemental du Portugal s'est exprimée nettement :

Au centre du débat, le parti socialiste de Mario Soarès. D'une part, il refuse l'alliance avec le PCCP. D'autre part, il ne peut se permettre de s'entendre avec les deux partis ouvertement à droite : PPD et CDS. Solution : le gouvernement minoritaire, avec les seuls socialistes. Pour tout potage de projet politique : la mise sur pied de la sécurité sociale. Des affirmations lénifiantes sur la

situation économique, et un silence prudent sur la question des nationalisations et de la réforme agraire.

A sa droite, le PPD le sollicite : ayant mené la lutte ensemble contre le peuple, il voudrait bien être de la prochaine coalition. Au reste, les choix politiques ne seraient pas si différents, n'était le danger, avoué tout de go par Soarès, que le PS ne perde dans l'affaire son visage «de gauche».

De l'autre côté, le parti révisionniste ; Cunhal l'a dit nettement : il a, pour l'instant, renoncé à ses ambitions dominatrices. Il se proclame prêt à participer à un gouver-

Palestine occupée :

Du 30 mars au 15 mai

UNE SEULE VAGUE DE LUTTES

Le 15 mai, «journée de la lutte palestinienne» décidée par le FATH, principale organisation palestinienne, vient après un mois et demi de soulèvements continus qui ont suivi la «journée de la terre». Depuis le début de cette année, le soulèvement en Palestine ne s'est pas arrêté. Pendant 5 mois, le peuple palestinien a saisi toutes les occasions pour manifester sa volonté de chasser l'occupant.

Entre le 30 mars et le 15 mai, le peuple palestinien vivant en Cisjordanie s'est mobilisé par trois fois. Tout d'abord, autour des élections municipales. D'importantes manifestations ont eu lieu dans toutes les villes de Cisjordanie pour soutenir l'OLP. Les drapeaux palestiniens ont été hissés ainsi que les photos de Yasser Arafat.



Les forces de répression sionistes apeurées face au mouvement du peuple palestinien

niens ont été hissés ainsi que les photos de Yasser Arafat. Au cours de ces manifestations, des affrontements ont eu lieu entre les forces d'occupation et les manifestants. Pour la première fois depuis l'occupation, l'utilisation des pierres, cocktails molotov et bouteilles cassées a été un phénomène de

masse pendant tout le soulèvement de cette année.

La 2ème occasion a été fournie par l'assassinat d'un patriote par un collaborateur des sionistes à Ramallah. Aussitôt, toutes les villes se soulèvent. Cela dure plusieurs jours. Au cours des cortèges de deuil transformés

en manifestations contre l'occupation, les mots d'ordre de soutien à l'OLP sont repris et les foules scandent : «Arafat, nous sommes tes soldats pour la libération».

Quelques jours après, le soulèvement reprend à l'occasion de la marche des colons sionistes de Jérusalem

à Ariha. Des grèves sont proclamées partout et les manifestations reprennent avec la même violence. Une grande manifestation groupant tous les habitants de la Cisjordanie est décidée, mais les sionistes l'interdisent et chaque ville est maintenue isolée, entourée d'énormes forces de l'armée.

Pendant ce soulèvement, l'attitude des sionistes a montré leur peur devant ce mouvement. Plus de 1 500 personnes ont été arrêtées depuis la «journée de la terre», tous des manifestants. Les villes ont vu arriver des soldats de tous les coins de l'Etat sioniste. Les gardes-frontières du nord sont venus

Le couvre-feu a été établi pour plusieurs jours dans la plupart des villes. Des fouilles ont eu lieu dans les maisons, les commerçants qui faisaient grève ont été amenés par la force aux magasins. Des menaces et des pressions ont été exercées sur les ouvriers par la Histadrout (syndicat israélien) : tout ouvrier en grève devra payer une somme d'argent pour la «défense».

Dans tous les endroits où il y a une concentration de Palestiniens, que ce soit dans les terres occupées en 48 ou en 67, les sionistes ont organisé la terreur pendant le soulèvement, par peur de le voir s'élargir : l'eau a été coupée dans beaucoup de camps, le couvre-feu a été établi, des fouilles et des arrestations ont eu lieu.

Devant l'ampleur du soulèvement, les sionistes perdent la tête. Ils savent qu'il ne s'arrêtera plus : un nouveau pas est franchi.

A Jenin, on raconte cette histoire : un enfant de 5 ans est assis sur le trottoir de la principale rue de Jenin. Il porte sur lui un sac rempli de pierres et une boîte d'allumettes. Un soldat israélien passe avec sa mitraillette. L'enfant lance une pierre sur le soldat lorsque celui-ci lui tourne le dos. Le soldat se retourne et brandit son arme sur l'enfant. Il voit la boîte d'allumettes. Il lui demande pourquoi il la porte. L'enfant répond : pour brûler les chars israéliens. Le soldat furieux prend l'enfant au siège du gouverneur militaire. Là, il subit un interrogatoire : «Qui lui a dit de faire cela, si ses parents lui ont appris à tenir ces propos». L'enfant répond calmement : «Je porte les pierres pour frapper les soldats et la boîte d'allumettes pour brûler les chars parce que vous êtes sionistes».

Liban :

La Saïka attaque les forces patriotiques

Les combats ont repris à Tripoli à la suite d'une attaque contre la maison d'un député du Baas pro-irakien par la Saïka. Cet attentat est pareil à celui qui a été commis en janvier contre «Al-Moharrer» et «Beyrouth», deux journaux patriotiques, par la Saïka après l'accord conclu entre la Syrie, l'OLP et l'Etat libanais. La Saïka cherche à faire taire les forces patriotiques qui ne sont pas tout-à-fait d'accord avec le rôle syrien au Liban. Elle cherche à créer des conflits entre les forces patriotiques même, ce qui peut favoriser une poussée des forces réactionnaires.

Dès le début de cette semaine, les forces réactionnaires ont cherché à avancer dans la montagne du côté du village de Aintoura, occupé par les forces patriotiques depuis un mois. Mais leur

attaque a été tout de suite repoussée. Les Phalanges aidées de Barakat, officier de l'armée qui s'est rangé à leur côté, ont subi une importante défaite. A Beyrouth, les forces patriotiques ont avancé vers Saïfi, QG des Phalanges.

Cela montre les bonnes positions militaires des forces patriotiques, à Beyrouth et dans la montagne.

Depuis l'élection de Sarkis, la situation politique au Liban semble s'éclaircir. Les forces patriotiques et progressistes sont d'accord pour que Sarkis soit président, mais elles demandent à ce que le rôle de la Syrie soit clair et qu'elle ne s'ingère pas dans les affaires libanaises, considérant que Sarkis n'est pas forcément pro-syrien, comme peut l'être la Saïka. Mais les forces patriotiques ne

pensent pas que la seule élection pourra résoudre les problèmes posés après un an de lutte. C'est ce qu'a d'ailleurs exprimé Al-Khatib, chef de l'Armée du Liban Arabe.

● LA MARINE FRANÇAISE AU LIBAN : Des mouvements précipités et inexpliqués (officiellement) de navires de guerre ont eu lieu à Toulon : la Jeanne d'Arc (porte-hélicoptère) a été déroutée sur Toulon au lieu de rentrer à Brest, pendant que la frégate Suffren a pris la mer lundi, sans doute pour le Liban. L'impérialisme français ne renonce pas à mettre son nez et ses canonniers dans les affaires des autres pays.

LUTTES OUVRIERES

Péchiney Ugine Kuhlmann

"LUTTER A L'ECHELLE DU TRUST !"

Interview d'un syndicaliste révolutionnaire

Nous publions aujourd'hui l'interview d'un militant syndicaliste révolutionnaire CFDT ayant participé aux Inter Trust CFDT de chez Péchiney Ugine Kuhlmann, ainsi que des réflexions politiques et commentaires se rapportant à la tenue des récentes Assemblées Générales de cette liaison syndicale. En effet une des composantes des interrogations actuelles des travailleurs pour mener la lutte, la porter à un plan d'ensemble, c'est le problème des coordinations par branches, par trusts... posé aux camarades de Michelin, Rhône Poulenc, comme à ceux de la sidérurgie et en ce moment même (autour de Bourgogne Electronique), dans la Thomson !

A partir de ces premières réflexions, que les camarades confrontés à ce problème (de Sanders, de DBA aussi...) prennent la parole et interviennent dans ce débat pressant : comment lutter à l'échelle d'un trust ?

— Le Quotidien du Peuple : Peux-tu faire le point sur la situation des différentes boîtes de l'inter-trust ?

— Après une combativité élevée en 1975 (Yvours-Pierre Bénite-Villiers St Paul-Watrelos) qui répondait aux mesures d'austérité prises par la direction générale, le 25 septembre (chômage partiel, blocage des salaires) et pour Watrelos la fermeture de plusieurs ateliers pendant le 1^{er} semestre 1976, les luttes ont diminué mais la combativité reste élevée mais bloquée à cause de certains obstacles.

— QdP : Une inter-trust CFDT s'est réunie. Peux-tu la résumer brièvement ?

— Tout d'abord la composition de cette inter-trust était différente de celle qui avait eu lieu en 1974. Cette fois, il y avait une plus grande proportion d'ouvriers : 50%, et les camarades présents étaient ceux qui avaient eu un rôle actif dans les luttes des derniers dix-huit mois. Ils ont été tous d'accord sur le fait que le bureau de liaison ne devait plus avoir uniquement un rôle de boîte à lettre mais également un rôle de centralisation et d'analyse de la situation dans le groupe PCUK, toutefois la liaison CFDT ne doit pas fonctionner comme le comité de coordination actuel de la CGT. On peut citer un exemple pour expliquer le rôle de la coordination CGT :

Les travailleurs de Watrelos (le Nord) pour défendre leur emploi sur le site avaient organisé une délégation massive CFDT-CGT de plus de trois cents travailleurs au siège de PCUK à Paris. Cette initiative avait mobilisé deux cents travailleurs du siège pour un débrayage de soutien. Cette action était suivie peu de temps après par une délégation des travailleurs de St-Denis également pour la défense de l'emploi et ce processus aurait pu continuer, ce qui aurait conduit à un harcèlement des travailleurs de PCUK pour refuser les mesures d'austérité prises par la direction générale. C'est alors que la coordination CGT prit l'initiative de «globaliser» les actions au niveau de PUK, tout en sabotant la mobilisation : aucun travailleur de Péchiney ni de Tréfilmetaux devant le si-

ge de PUK, le jour de l'action. D'autre part, il n'y eut pas d'accord entre la CFDT et la CGT ce qui entraîna une division des travailleurs au niveau des usines en lutte (Pierre Bénite, Villiers St Paul). Des travailleurs de PUK (2000) se sont retrouvés devant le siège pour écouter la CFDT puis la CGT sans pouvoir entrer dans le siège. Puis le PCF, par Badoil interposé, dispersa les travailleurs en envoyant ceux de la Chimie vers le siège de PCUK éloigné de celui de PUK (1). La coordination CGT, pratiquement composée de membres du PCF,

façon, doivent trancher.

Aussi, ce que cherchent ces travailleurs, c'est une liaison CFDT plus dynamique et plus combative. D'autre part, face à un trust comme PUK il faut lutter tous ensemble et trouver les revendications qui unissent les travailleurs, en dehors de toute querelle de boutique, pour cela il faut se donner les moyens : une meilleure centralisation et un bureau de liaison plus près des travailleurs.

— QdP : Tu dis «unifier les travailleurs sur des revendica-



avait manipulé la combativité réelle des travailleurs de la Chimie au service du programme commun et du mot d'ordre, non repris par les travailleurs, «nationalisation de PUK».

Pour ces raisons, les travailleurs CFDT demandaient, lors de l'AG de liaison, une plus grande centralisation mais qu'elle s'accompagne aussi d'une réelle démocratie pour la lutte.

— QdP : Ce changement de rôle que les travailleurs veulent voir assurer par la liaison Inter-PCUK correspond à quelles aspirations ?

— Il existe chez les travailleurs de la CFDT une lutte entre les idées qui peuvent se résumer en : «On ne peut rien faire si la CGT n'est pas dans le coup» et la conception : «Même si on est minoritaire actuellement, il faut lorsque nous avons des divergences avec la CGT, les exposer clairement devant les travailleurs qui, de toute

façon, doivent trancher. tions en dehors de toute querelle de boutique», que pensent les travailleurs de PCUK de la Confédération CFDT ?

— L'AG de liaison se déroulant avant le Congrès confédéral, nous avons eu de nombreuses discussions sur la préparation du Congrès. Tout d'abord, pour de nombreux camarades, les textes étaient «imbuvables» et de plus, avec les délais imposés, ils n'ont pas pu le préparer. Toutefois les camarades de la région Rhône-Alpes (Pierre Bénite...) ont participé à la préparation au niveau régional et se basent sur des positions très critiques vis-à-vis de la Confédération.

Un permanent fédéral était présent à la liaison, beaucoup de questions lui ont été posées, notamment : «Pourquoi les permanents CFDT ne sont pas sur place quand il y a des luttes, à quoi servent-ils pour la popularisation ?».

UNE LIAISON INTER-TRUST AU SERVICE DES LUTTES ?

Les réformistes de la CFDT en détournant les idées justes et les questions que se posent les travailleurs (c'est aux travailleurs de décider, refus du centralisme bureaucratique, pas d'actions parachutées...), voulaient jusqu'à cette Assemblée Générale, donner à la liaison CFDT un rôle unique de boîte à lettres où l'information «circulerait», en refusant tout pouvoir de décision à la liaison. La mise en avant des aspects techniques : enquêtes diverses, résultats d'élections, bien que devant faire partie du rôle d'une liaison, tendaient à faire de cette liaison une affaire de techniciens. Les travailleurs n'étant partie prenante que lors du soutien aux luttes de Watrelos et n'ayant pas de pouvoir réel.

Face à la réalité actuelle :

- Luttés usine par usine n'aboutissant pas.
- Intransigeance patronale.
- Répression des luttes (procès en référés, menace de lock-out...).
- Réponse d'ensemble des travailleurs à un patron «unique» (le holding PUK).

le rôle de liaison s'est trouvé posé. Que faire de cet outil ?

Si pour certains une liaison mieux structurée, avec un pouvoir de décision, pouvait servir les projets réformistes, si pour d'autres, la liaison telle qu'elle était servait mieux leur opportunisme, pour les camarades syndicalistes révolutionnaires, la question était : «Comment faire de cette liaison un outil au service

des travailleurs et de la lutte contre le patronat ?» Pour ces camarades, modifier le rôle de la liaison cela signifiait : partir de la réalité et donc connaître celle-ci en s'appuyant sur le fait que ce sont les travailleurs qui doivent avoir le pouvoir et que ce sont eux qui font l'histoire, d'où une réelle prise en charge de la liaison par les sections.

A partir de cette prise en mains par les travailleurs, il est possible d'impulser les actions permettant de faire progresser le rapport de force et d'avancer vers un mouvement d'ensemble dans le trust.

A la question «ne risque-t-on pas de se retrouver dans une liaison type «coordination CGT», les camarades syndicalistes révolutionnaires répondaient que de la même façon que dans une entreprise, une section syndicale pouvait lancer un mot d'ordre de grève après enquête auprès des travailleurs, de même la liaison pouvait jouer ce rôle au niveau du trust.

De nombreuses questions restent posées : quelle sera la composition du bureau de liaison, qui n'est pas élu en Assemblée Générale ? Est-ce que les réformistes essaieront de reprendre en mains le bureau ? Nous ne devons pas en douter ! Aussi, le rôle des syndicalistes révolutionnaires est de veiller à sa composition et que le bureau soit aux mains des camarades les plus combattifs afin de transformer la liaison en outil pour l'action !

Antoine JOCELIN

Un test pour l'inter-trust P.U.K.

ORGANISER LE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE PÉCHINEY (AUZAT)

APPEL DES MILITANTS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES DE L'INTER TRUST P.U.K. CFDT

Depuis un mois, les travailleurs d'Auzat luttent contre Péchiney pour l'obtention de la cinquième équipe, l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Les travailleurs de Péchiney ainsi que les habitants des régions où existent des usines d'aluminium, sont victimes du fluor largué par PUK. Une réelle unité populaire peut se créer sur la base d'un soutien actif aux travailleurs en lutte pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Nous devons briser le black-out, orchestré par PUK et les moyens d'informations à la solde de la bourgeoisie, aussi la liaison CFDT PUK et la liaison CGT doivent organiser dès maintenant des débrayages de soutien. Même si la CFDT est absente de cette lutte, elle doit s'en saisir et prouver ainsi l'existence d'une liaison PUK, car il ne s'agit pas toujours de se lamenter sur «on est minoritaire ; sans la CGT on ne peut rien», il faut transformer la réalité ! Les luttes de boutiques n'ont rien à voir avec l'intérêt des travailleurs, ce qu'il nous faut c'est une unité syndicale pour lutter et non une unité retrouvée quand il s'agit de servir le projet du «programme commun».

Les syndicalistes révolutionnaires de PUK apportent leur soutien aux travailleurs d'Auzat et appellent à développer la popularisation.

Desajars au Comité de Groupe du 22 avril 1976, indiquait : «J'insiste sur la mission qui appartient aux Directeurs de Branche et à tous leurs collaborateurs immédiats : leur premier devoir est de rétablir au plus tôt, coûte que coûte, l'équilibre et la rentabilité de tous les secteurs du groupe, puis :

«...mise en œuvre d'une politique d'information s'étendant à l'ensemble du territoire, ... participant au combat nécessaire contre les forces subversives qui se sont attaquées à la société française».

Les travailleurs de PUK savent ce que signifie «coûte que coûte» : dégradation des conditions de travail, blocage des salaires, etc... quant aux «forces subversives», pour PUK ce sont les travailleurs et leurs organisations qui luttent pour obtenir satisfaction à leurs revendications.

Face à ces menaces, c'est par une unité des travailleurs dans la lutte que nous répondrons !

VIE DU JOURNAL

COMMUNIQUÉS

La 2^e Coordination Nationale des élèves révolutionnaires

AURA LIEU LE 23 MAI :

LE MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME HABY :

- Premier bilan
- Comment continuer, quelles perspectives.

Avec des élèves de toute la France.

Cher camarade,

Je désire monter sur le lycée de Vilgénis un comité de lutte pour contrer les manœuvres magouilleuses des révisionnistes de l'Uncal J«C», pour pouvoir faire participer activement la masse des lycéens aux luttes lycéennes et ouvrières, etc... Pour cela, je voudrais pouvoir participer à la deuxième Coordination Nationale des élèves révolutionnaires. Dans cette optique, je désirerais donc établir des contacts nombreux et connaître l'endroit et l'heure de la coordination.

D.T.

Nous prendrons contact directement avec toi. Les lycéens voulant participer à cette deuxième Coordination peuvent écrire au Quotidien du Peuple, qui transmettra le contact.

journée de culture populaire turque

L'Union des Étudiants de Turquie organise une journée de culture populaire, à Paris, le 16 mai à 14 h 30, au 44 rue de Rennes (M^o St-Germain des Prés).

Dans le programme, il y a deux troubadours qui chantent des chansons révolutionnaires populaires, un orchestre, des danses folkloriques, du théâtre, etc... Entrée : 10 F.

Meeting avec des représentants du F. POLISARIO

A l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la lutte armée au SAHARA OCCIDENTAL (20 mai 1973), l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique vous invite à participer au meeting d'information et de solidarité avec le peuple Sahraoui qui aura lieu à la

MUTUALITÉ (Métro Maubert-Mutualité)

Le LUNDI 17 MAI à 20 h 30

Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
BP 236 - 75264 PARIS CEDEX 06

Nantes

Après le procès de l'éducateur et du président de la MJ inculpés d'excitation de mineurs à la débauche, le 10 mars, le comité de soutien rappelle la condamnation de l'éducateur à 4 mois de prison avec sursis.

Ce dernier a décidé de faire appel de ce jugement pour dénoncer la pression exercée sur les travailleurs sociaux parce qu'ils refusent le rôle qu'on leur a assigné. A la suite de cette décision d'appel, le parquet de Nantes a fait appel à minima en dissociant une fois de plus le cas de l'éducateur de celui du président de la MJ pourtant solidaires. Cette attitude démontre une fois de plus la volonté de faire un exemple.

Le comité de soutien, conscient que la seule décision d'appel n'est pas la seule lutte à mener, organise un forum.

LE SAMEDI 15 MAI

ECOLE D'ARCHI, RUE MASSENET

A PROPOS DU TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE

PRÉVISION ET RENTABILITÉ CAPITALISTE ?

Dans le QdP du 8 mai, je lis dans l'article sur le tremblement de terre : «C'est uniquement parce que ce n'est pas rentable qu'il n'y a pas d'équipements de prévision». Cet argument est d'ailleurs utilisé à chaque «catastrophe».

A mon avis, ce n'est pas suffisant et un peu simpliste. D'abord, est-ce réellement plus «rentable» quand on voit le bilan ? De plus, on voit que les

révisionnistes se battent sur ce terrain là et qu'ils vont à l'encontre des aspirations des masses.

Je crois plutôt, et d'ailleurs l'article à côté sur la Chine le montre bien, que pour éviter ces catastrophes, il faut éduquer et mobiliser largement les masses, s'appuyer sur elles et c'est ça qui est impossible pour la bourgeoisie. Qu'en pensez-vous ?

Une lectrice de Paris 20^e

que dans une autre, c'est le taux de profit escompté, ce n'est effectivement pas la même chose que la notion simpliste de rentabilité qui ne veut pas dire grand chose. Les capitalistes italiens n'ont pas investi dans l'appareillage de prévision des séismes, parce que le taux de profit escompté n'était pas aussi élevé que dans d'autres branches. Quant aux dégâts, ce n'est pas le capital qui en fait les frais mais les masses populaires. Les capitalistes trouvent là au contraire, avec la reconstruction, une nouvelle source de profits.

Il se peut que la prévision sismique devienne un investissement intéressant ou nécessaire, comme au Japon, dans ce cas, on verrait les capitaux privés ou publics se porter dans cette branche.

Les pertes en vie humaines seraient-elles pour autant évitées ? Certainement pas. Cela suppose, comme tu le soulignes, la mobilisation des masses, ce que la bourgeoisie ne peut pas faire car son pouvoir repose sur l'oppression des masses.

Serge LIVET

Camarade,

Dire que c'est uniquement parce que ce n'est pas rentable, qu'il n'y a pas d'équipement de prévision de tremblements de terre en Italie, tient effectivement plus de la caricature ou du rabâchage des mêmes principes creux que de l'analyse politique. Ta critique est parfaitement juste sur ce point. Tu as raison de souligner que l'argument de la rentabilité est utilisé à chaque «catastrophe» et j'ajouterais même encore plus largement sur d'autres questions : pollution, qualité des aliments, etc... Ta critique met le doigt sur un de nos points faibles : notre tendance à remplacer l'analyse par l'évocation

de principes généraux.

Il est vrai que la question de rentabilité joue un rôle important, mais l'affirmer sans montrer comment elle joue, et limiter l'analyse à cela n'apporte rien. Sinon, on peut y opposer l'argument que tu cites : est-ce qu'il ne serait pas plus rentable d'investir dans la prévision afin d'éviter d'aussi lourds dégâts matériels. Si l'on fait l'opération pertes et profits, certainement, et c'est ainsi que le posent les révisionnistes. Ce qu'il faut expliquer, c'est que le capitalisme ne pose pas la question en termes de rentabilité sur une longue période. Ce qui conduit les capitalistes à investir dans une branche plutôt

Le 1^{er} mai des paysans de Fontevault

CAMARADES,

Nous vous envoyons ce reportage sur le 1^{er} Mai des paysans de Fontevault. Ils ont organisé un défrichage à St Cyr, commune située à 8 km de Saumur et dans la région touchée par les expropriations opérées par l'armée pour l'extension du camp militaire. Cette action symbolise le respect de leur outil de travail qu'est la terre et que l'armée veut réduire à un désert.

Une centaine de personnes y assistèrent, des ouvriers, des paysans, des professeurs, des étudiants. Cet éventail représente la conception de leur lutte car l'idée principale qui guide le GDIFF (Groupe pour la Défense des Intérêts de la Forêt de Fontevault) c'est : «Cette lutte n'est pas celle du paysan individualiste qui défend son bout de terre, mais c'est celle de



tout le monde parce que l'armée aujourd'hui vit au détriment de tout le monde et aussi parce que cette armée et les licenciements des usines ne viennent que d'un même point : le capitalisme.

de leur ténacité à la lutte. Une fois celle-ci posée, le groupe se déplaça à pied, vers le bois où le défrichage devait avoir lieu. Tout le monde prit les outils et ce travail se fit dans une atmosphère d'enthousiasme, de gaieté et de détermination. Après que les ronces et les arbustes épineux furent coupés et entassés, un discours fut prononcé par le président du GDIFF pour la pose de deux autres bornes, sur une il y fut peint «Lutte et ténacité, dans la clairière faite par nous». Puis nous avons dégusté le vin apporté par les paysans.

Corr. Saumur

Pour cette action symbolique, voici comment elle se présenta. A la sortie de St-Cyr, à l'intersection de la route et d'un chemin une centaine de personnes étaient là pour la pose d'une borne indiquant aux gens passant par ce chemin la présence d'un bois acheté par le groupement de défense à l'insu de l'armée car la bureaucratie étant ce qu'elle est, il est resté cette petite parcelle oubliée au milieu de tout un lot d'expropriations. Cette borne est aussi le symbole

la main dans le sac ...

Consultez l'horoscope !

Trouvé dans le «Républicain Lorrain» du 24 avril, journal lu par les mineurs, les sidérurgistes, etc... Sans commentaires...

Un lecteur de Nancy



21.3/20.4 - GENERALITES : Evitez les paroles imprudentes. Tenez-vous dans une réserve diplomatique. CHANCE Préparez votre jeu avec beaucoup d'attention.



21.4/20.5 - GENERALITES : Profitez des contraintes qui vous sont imposées pour consolider votre situation. CHANCE Préférez les favoris.



21.5/21.6 - GENERALITES : Méfiez-vous des idées nouvelles mais chimériques. Suivez la tradition. CHANCE Consultez une personne avisée avant de jouer.



22.6/22.7 - GENERALITES : Ne cherchez pas à imposer vos choix, acceptez l'indépendance d'autrui. CHANCE N'écoutez pas les conseils de vos amis.



23.7/22.8 - GENERALITES : Ne laissez pas s'aggraver une situation qu'un peu de bonne volonté suffirait à détendre. CHANCE Modérez vos mises.



23.8/22.9 - GENERALITES : Faites un effort pour participer à la joie de votre entourage, oubliez vos soucis. CHANCE Ne cherchez pas à faire un jeu trop compliqué.



23.9/22.10 - GENERALITES : Les occasions de vous distinguer vous seront données par les circonstances. CHANCE Faites attention au poids des chevaux.



23.10/21.11 - GENERALITES : Acceptez les invitations, vous rencontrerez des personnes qui peuvent vous aider. CHANCE Construisez votre jeu sur des bases solides.



22.11/20.12 - GENERALITES : Méfiez-vous du désordre et de la dispersion qui peuvent entraîner des incidents. CHANCE Ne laissez pas trop vagabonder votre imagination.



21.12/19.1 - GENERALITES : Défiez-vous des personnes indiscrettes qui cherchent à obtenir de vous des confidences. CHANCE Ne jouez pas à la dernière minute.



20.1/18.2 - GENERALITES : Vous aurez de bonnes idées qui vous permettront des résultats pratiques. CHANCE Ne jouez pas de trop fortes sommes.



19.2-20.3 - GENERALITES : Ne gâchez pas vos chances, par une imprudence facile à éviter. CHANCE Préférez les chevaux rapides et réguliers.

Le Quotidien du Peuple — Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 — 75924 Paris Cedex 19
CCP n°23 132 48F Paris - Directeur de Publication : Y.CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Téléphonez au Quotidien
208 65 61

BLOC-NOTES

TELEVISION

COMMENT PRÉVENIR
LES LOMBALGIES ?

En suivant quelques mesures, quelques conseils de maintien, ce qui n'est pas simple vu la fatigue entraînée par les conditions de vie et de travail dans le système capitaliste.

La nuit, dormir sur un plan dur (au besoin en glissant une lame de contre-plaqué entre sommier et matelas) et dormir « couché en chien de fusil » ou bien surélever les jambes avec un petit coussin sous les genoux.

— Au cours de la journée penser de temps en temps à redresser la colonne vertébrale : corriger la courbure de la colonne lombaire en rentrant le ventre et en contractant les fesses (pour basculer le bassin en avant).

— Pour ramasser un objet sur le sol, fléchir les genoux en maintenant le dos bien droit au lieu de le courber.

— Il faut éviter dans la mesure du possible de rester longtemps assis (penché en avant) ; de porter de lourdes

charges en courbant le dos.

Etant donné qu'il est quasi impossible de soulever, bras tendus, une lourde charge du sol en gardant le dos droit (et fléchissant les jambes), le

du corps est déplacé, et si le talon seul est soulevé, la colonne lombaire est projetée en avant et creusée.

— De même l'obésité

régulièrement de la natation, de la gymnastique, pour muscler les abdominaux et les dorsaux (cf bloc notes n°2).

Toutes ces mesures nécessaires pour éviter les lombalgies sont difficilement applicables vu l'organisation des conditions de travail.

C'est par la lutte que les travailleurs ont obtenu la réduction du poids des charges soulevées (même si dans les faits, la loi n'est pas toujours appliquée, 25kg pour les femmes, 50kg pour les hommes).

C'est par la lutte qu'ils pourront imposer :

- le changement de poste sans changement de salaire en cas de lombalgies.
- la réduction des cadences et des charges.
- et pourquoi pas l'obtention d'heures consacrées au sport toutes les semaines sur le temps de travail ?

Docteur QdP



port de charge est contre indiqué chez le lombalgique.

— Les chaussures à talon haut que portent hommes et femmes actuellement sont elles aussi source de lombalgies car le centre de gravité

facteur de relâchement des muscles abdominaux et lombaires peut favoriser les douleurs. Il est nécessaire de se maintenir à un poids stable, au besoin en suivant un régime amaigrissant et de prendre le temps de faire

JEUDI 13 MAI

TF 1	19 h 45 - Y'a un truc
18 h 15 - A la bonne heure	20 h 00 - Journal
18 h 45 - Pour les jeunes	20 h 30 - On achève bien les chevaux
19 h 20 - Actualités régionales	22 h 25 - Juke-box
19 h 40 - Une minute pour les femmes	23 h 25 - Journal
19 h 45 - Alors, raconte	FR 3
20 h 00 - Journal	19 h 20 - Actualités régionales
20 h 30 - L'homme d'Ams-terdam	19 h 40 - Tribune libre
21 h 20 - L'événement	19 h 55 - Flash journal
22 h 25 - Allons au cinéma	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
22 h 55 - Journal	20 h 30 - Cycle Jean Gabin Des gens sans importance
A 2	22 h 05 - Journal
19 h 20 - Actualités régionales	

VENDREDI 14 MAI

TF 1	19 h 45 - Y'a un truc
18 h 15 - A la bonne heure	20 h 00 - Journal
18 h 45 - Pour les jeunes	20 h 30 - Les mystères de New-York
19 h 20 - Actualités régionales	21 h 30 - Apostrophes
19 h 40 - Une minute pour les femmes	22 h 35 - Journal
19 h 45 - Alors, raconte	22 h 45 - Ciné-club Espions sur la Tamise
20 h 00 - Journal	FR 3
20 h 30 - Au théâtre ce soir Service de nuit	19 h 20 - Actualités régionales
22 h 45 - Reflets de la danse	19 h 40 - Tribune libre
23 h 15 - Journal	19 h 55 - Flash journal
A 2	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
18 h 30 - Journal	20 h 30 - Vendredi
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	21 h 30 - America
19 h 20 - Actualités régionales	22 h 20 - Journal
	22 h 35 - Emission alsacienne

Feuilleton **HON DAT**

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Le commandant des soldats gouvernementaux promet la vie sauve à Su, si elle appelle ses camarades à se rendre. Dans la grotte, les partisans se demandent ce que trame l'ennemi. Ils se sont rendu compte que l'eau du ruisseau était empoisonnée.

26^e ÉPISODE
SU PARLE AU MICRO

Au dehors, un grésillement s'éleva puis une voix parla dans le haut-parleur.

— Allô ! Écoutez ceci, écoutez ceci !

Dans le silence de la grotte, la voix s'enfla démesurément.

— Allô ! L'Armée républicaine fait connaître aux Viet Cong qui sont dans la grotte, que Nguyễn thi Su, leur congénère, est tombée entre ses mains. Après s'être ralliée à la juste cause, elle désire maintenant leur parler.

La voix s'arrêta, le haut-parleur grésilla de nouveau. Dans la grotte, tout le monde regarda au dehors avec consternation. Mais on ne pouvait rien voir. Le micro était placé en sorte qu'il n'était pas à portée de fusil. On s'interrogea du regard, ne sachant que penser. Avait-on bien entendu ? Fallait-il en croire ses oreilles ? Mais on avait bien entendu. Impossible de se tromper là-dessus. Qu'en qui allait donner à Ngan sa poignée de riz, trembla tellement qu'elle laissa tomber les grains dans la paume de son fiancé sans s'en rendre compte. Elle pâlisait, une lueur d'effroi dans les yeux, les lèvres frémissantes comme si elle allait pleurer. Elle serra les poings, se pinça la lèvre inférieure et resta debout, figée sur place, comme attendant l'arrivée d'un événement terrible. Jamais Ngan n'avait vu sa fiancée dans cet état. Jamais elle n'avait été terrifiée à ce point. Ngan pensa soudain au malentendu de la jeune fille naguère et crut discerner un peu du désarroi qui l'avait alors agitée.

Hai Thép fronça les sourcils en regardant au dehors. Comme les autres, il ne voyait rien. Il



pensa : « Il est clair que Su est forcée par l'ennemi, mais il est impensable qu'elle lui obéisse. Non, une autre, mais pas elle... Mais peut-on savoir ? Elle est jeune, elle a son enfant, sa mère et d'autres liens qui l'attachent à la vie. Ce serait catastrophique si elle prononçait de viles paroles de trahison. Car elles frapperaient le moral des gars à un moment crucial, venant de Su que chacun aime et estime. Chacune de ses paroles en ce moment était d'une importance extrême... »

Le micro cessa de grésiller. La voix aboya de nouveau :

— Occupants de la grotte, écoutez ! Voici Nguyễn thi Su qui vous parle.

On regarda de nouveau au dehors. Une tension intolérable régnait. Mais on n'attendit pas longtemps. Une voix familière s'éleva, qu'on reconnut aussitôt comme étant celle de Su.

— Camarades, dit-elle, c'est moi Su qui vous parle.

Puis le débit se précipita :

— Camarades, ne les croyez pas, ils mentent, jamais je ne me rendrai. Ne buvez pas l'eau du ruisseau, ne déposez pas les armes ! Vous portez-vous bien, tous ? Et ma fille, est-elle encore en vie ? Si oui, tirez une balle pour me l'apprendre.

Comme elle parlait précipitamment, comme sa voix se faisait pressante et impérieuse ! Elle semblait hurler dans le micro.

Dans la grotte, tout le monde se mit debout, en levant la tête. Sur les rudes visages, les larmes se mirent à couler. Ba Ren sauta au milieu de la grotte, épaula son Garant et tira trois coups au dehors.

Pan ! pan ! pan !

Le commandant pâlit, puis se répandit en injures. Xam renversa Su d'un coup de pied et la piétina rageusement. Mais les coups de feu tirés par Ba Ren eurent un effet miraculeux. Ils illuminèrent le visage de Su plaqué contre terre. Elle était heureuse, heureuse. Les coups de fusil l'avaient comblée en répondant à son ultime espérance. « Ils sont encore vivants, vivants ! » Elle fit un effort pour se soulever et jeter un dernier coup d'œil vers la grotte. Elle écarquilla les yeux. Peut-être regardait-elle plus loin. Un éclair de joie passa dans ses yeux brûlants et fixes qui s'attardaient, ne se résignant pas à se détourner. Yeux pleins d'amour et d'espoir, de satisfaction et de ressentiment, de bonheur et de la douleur d'un adieu éternel. Les beaux yeux de Su étaient devenus splendides.

— Suspendez-là ! aboya le commandant. Tenez, sur ce cocotier incliné. Comme ça, ses congénères pourront se rincer l'œil.

(à suivre)



GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

Par Christine VAIVRE

DES SIECLES D'OPPRESSION COLONIALE

Guadeloupe, un nom que l'on entend de plus en plus souvent. Bien sûr lorsqu'on en parle, c'est surtout pour en vanter les charmes touristiques, y décrire l'escale «avec accueil chaleureux» pour Giscard ou Chirac, parler de son soleil et de son folklore. Mais qu'est-ce que la Guadeloupe ? Qui sont ses habitants ? Comment vivent-ils ?... Toutes ces questions, nous allons essayer de les examiner, afin de mieux connaître, de mieux comprendre et soutenir ce peuple qui lutte avec de plus en plus de détermination pour son indépendance véritable. Nous allons d'abord examiner la situation économique et sociale de l'île, avant d'aborder le mouvement de lutte qui a paralysé le secteur de la canne à sucre pendant trois mois au début de l'année, les forces politiques en présence et un aspect de la participation, du soutien apportés à la lutte du peuple guadeloupéen par le cinéma militant.

Il faut savoir que depuis le jour où les premiers colons français ont mis le pied sur le sol guadeloupéen, ce pays n'a jamais connu la liberté. Toutes les forces du pays ont été orientées vers le profit maximum pour les colonialistes. Cahincaha, au fil des années, l'exploitation du pays s'est renforcée ; c'est dans les années 1960 que le capitalisme en Guadeloupe a commencé à être «rationalisé».

A LA BASE, LA RÉFORME FONCIÈRE

C'est avec elle qu'a débuté le plan de développement du capitalisme dans ce prétendu «département d'Outre Mer». Organisée «officiellement» pour répartir plus équitablement les terres parmi les paysans et les travailleurs de la terre, cette réforme a, dans les faits, permis de mettre les terres, non pas entre les mains de ceux qui la travaillent, mais de ceux qui avaient les moyens de l'acheter, en clair de donner ces terres, et de préférence les meilleures d'entre elles, aux capitalistes usiniers de la canne à sucre et aux propriétaires fonciers. Cette réforme avait pour compagne la spéculation foncière, la liquidation d'un certain nombre de terres agricoles exploitées autrefois, les champs faisant place aux villas des fonctionnaires et de la bourgeoisie moyenne guadeloupéenne, et enfin la ruine des petits paysans. Spéculation foncière, ruine des paysans ? L'opération est simple : elle consiste à obliger le paysan à s'endetter. En effet, pour acheter une terre, il devait souvent emprunter au Crédit Agricole : or, dans le Conseil d'Administration du Crédit Agricole se trouvent les capitalistes usiniers. Si bien que le paysan, pour rembourser l'emprunt était obligé d'abord de vendre sa production de canne à l'usinier auquel, de plus, il payait une redevance pour s'acquitter du prix de la terre «achetée». Et la boucle est bouclée, le paysan ne devenait pas propriétaire, mais métayer.

DEUXIÈME PHASE : LA MÉCANISATION

Sous prétexte que pour développer la culture de la canne, il fallait en mécaniser la récolte, les colonialistes ont engagé un plan de mécanisation, avancé aujourd'hui, remplaçant les ouvriers agricoles pas des machines plus rapides et moins coûteuses, donc plus rentables. Ainsi aujourd'hui, tous les travaux de la récolte sont faits mécaniquement : coupe, plantation des cannes, chargement dans les camions qui vont à l'usine, rien n'est laissé aux mains des ouvriers agricoles. Le résultat est évident : le chômage.

SANS OUBLIER LA CONCENTRATION DES USINES

Dès les années 60, les capitalistes usiniers, au sein de leurs sociétés anonymes, ont entrepris la liquidation des usines jugées non rentables surtout face aux problèmes rencontrés par l'impérialisme français dans le cadre de

la vente du sucre dans le Marché Commun. En 73, alors que dans les dix années précédentes, 6 usines avaient fermé deux nouvelles usines fermaient cette année-là. Ces fermetures s'accompagnaient du regroupement des usines qui restaient en place. En 73 encore, la SIS, Société Industrielle des Sucreries, filiale d'une grande société française, achetait un certain nombre d'usines dans la région de Sainte-Rose, en fermait plusieurs, mettant au chômage de nombreux ouvriers, ruinant paysans pauvres et colons partiels de la région, ruinant de fait tous les gens de la région.

LE SUCRE, LA GUADELOUPE ET LE MARCHÉ COMMUN

Une des solutions proposées pour le développement de la Guadeloupe a été sa participation au Marché Commun. Cela devait, paraît-il, déboucher la situation.

Un exemple : le sucre. La compétition qui existe au sein du Marché Commun ne concerne pas seulement la concurrence sucre français et sucre des autres impérialismes européens, mais aussi, au sein de la France même, la concurrence entre le sucre de la canne et le sucre de la betterave. Pour rendre leur sucre plus «compétitif», les capitalistes usiniers guadeloupéens ont rendu le plus bas possible le prix du sucre de canne par rapport à celui de betterave. C'était l'un des buts poursuivis par la concentration des usines. En conséquence, le seul déblocage qu'on ait vu dans la situation économique de la Guadeloupe, c'est celui du nombre de chômeurs qui s'est accru.

AUJOURD'HUI, LE TOURISME : MIRACLE OU MIRAGE

C'est le dernier plan élaboré par le colonialisme français. Pour tenter de tromper les masses guadeloupéennes, de leur faire croire à la «volonté de construire une industrie», l'impérialisme français a trouvé ce nouveau gadget, le tourisme. Les hôtels de luxe poussent



LA NAISSANCE D'UNE NATION BREF APERÇU HISTORIQUE

A l'origine, la Guadeloupe était peuplée de Caraïbes. Ceux-ci ont été petit à petit exterminés par les colonialistes français auxquels ils résistaient. C'est en 1635, que deux nobles, De l'Olive et Du Plessis débarquaient à Pointe Allègre. Vers 1640, les Français introduisent la culture de la canne à sucre, celle-ci exige un main-d'œuvre abondante : elle fut fournie par les esclaves noirs arrachés d'Afrique. Le «commerce triangulaire» commence à se développer. Les révoltes des esclaves sont nombreuses, la résistance prend diverses formes, suicide, fuite, révolte... mais aussi culturelle : naissance du créole (mots d'origine française, caraïbe et africaine). Après la révolution de 89, une première abolition de l'esclavage est votée par la Convention.

Le régime colonial demeurait. Napoléon rétablit l'esclavage en 1802. La résistance s'organise mais échoue. Il faut attendre 1848 pour que l'esclavage soit définitivement aboli. Le mode de production capitaliste est introduit en Guadeloupe : création de banques, d'usines, nouvelle répartition des terres. Le mouvement ouvrier prend forme, il faut attendre les années 1890 pour que pénètrent en Guadeloupe les premières idées socialistes. C'est ainsi que dans la lutte contre l'esclavage, le colonialisme et l'impérialisme est née petit à petit la nation guadeloupéenne.

comme des champignons, «gentils organisateurs» et «gentils membres» des clubs de vacances de divers pays (USA, Canada, Allemagne, mais surtout la France : on a ses chasses gardées !) y affluent. D'ailleurs regardez les murs de nos villes, les placards publicitaires dans les journaux, écoutez la radio, chaque jour on vous invite, sur fond musical «exotique» à aller passer vos vacances aux Antilles. Stirn parle même d'organiser des voyages touristiques à faible prix ! En fait, cette industrie là ne rapporte strictement rien au peuple guadeloupéen, nous n'en dirons pas autant des «Trigano» and C°...

POUR LE PEUPLE, CHOMAGE ET MISÈRE !

Pour le peuple, les conclusions sont simples : la grande majorité de la popu-

lation active au chômage, poussée à l'expatriation grâce aux bons services du Bumidom (1) pour atterrir en France, dans des foyers-taudis, pour devenir auxiliaire des postes, filles de salle des hôpitaux...

Alors que les prix sont nettement supérieurs à ceux de la France (20% au moins), le SMIC lui est inférieur et considéré comme salaire... maximum. Pour le peuple guadeloupéen, c'est la dégradation constante du pouvoir d'achat, une situation économique et sociale tragique. C'est pourquoi il s'organise et déclenche des luttes de plus en plus dures et résolues, nous le verrons demain avec la dernière grève de la canne à sucre.

(à suivre)

(1) Bureau pour la Migration des Départements d'Outre Mer

LA GUADELOUPE

Environ 350.000 habitants
Langue : le créole (pour l'instant plutôt interdit)
Située dans les Caraïbes, au large des côtes de l'Amérique Latine, la Guadeloupe est une colonie française «départementalisée» en 1946.
Economie : coloniale, principalement agricole. Deux productions principales : la banane et la canne à sucre, le colonialisme a imposé la disparition des cultures vivrières : riz, agrumes, fruits... Industrie quasi-inexistante, mal répartie géographiquement. Secteur le plus développé : le bâtiment (construction de maisons d'habitations sur lesquelles les capitalistes français réalisent d'importants bénéfices). Vous trouverez aussi quelques garages. Commerce : hypertrophié. Commerce et services divers représentent environ 60% de la production intérieure brute. Exportations : le sucre et la banane, plus de 80% du total.
Importations : voitures, électro-ménagers, fruits, poissons... Le monopole des transports est détenu par la Compagnie Générale Transatlantique qui augmente le frêt à sa guise, faisant ainsi monter de façon vertigineuse le prix des marchandises.

